



Afrique : terre(s) de toutes les convoitises

Ampleur et conséquences de l'accaparement des terres pour produire des agrocarburants

RAPPORT | LES AMIS DE LA TERRE AFRIQUE ET LES AMIS DE LA TERRE EUROPE



**Friends of
the Earth
Europe**

pour les humains | pour la planète | pour l'avenir



**Friends of
the Earth
Europe**

Les Amis de la Terre œuvrent pour des sociétés humainement justes et écologiquement soutenables, et pour la protection de l'environnement. Ils rassemblent plus de 30 fédérations nationales comportant des milliers de groupes locaux et font partie du plus grand réseau mondial d'associations écologistes, les Amis de la Terre International (FoEI).



**Friends of
the Earth
Africa**

Les Amis de la Terre Afrique font campagne pour des sociétés justes et soutenables, et pour la protection de l'environnement. Ils rassemblent plus de 15 fédérations nationales comportant des milliers de groupes locaux et font partie du plus grand réseau mondial d'associations écologistes, les Amis de la Terre International (FoEI).



Cette publication, traduite dans de nombreuses langues européennes, a été réalisée dans le cadre du projet *Feeding and fueling Europe*, avec le soutien financier de la Commission européenne, de MISEREOR, et des Fondations Rausing et Isvara. Le contenu de cette publication est de la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe et des Amis de la Terre Hongrie et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les positions de l'Union européenne.

Etude réalisée par : Les Amis de la Terre Europe, Centre pour l'Environnement et le Développement/Les Amis de la Terre Cameroun (CED/FoEC), Les Amis de la Terre Sierra Leone, Les Amis de la Terre Ghana, Environmental Rights Action/Les Amis de la Terre Nigeria, Les Amis de la Terre Togo, Yonge Nawe/Les Amis de la Terre Swaziland, Les Amis de la Terre de l'île Maurice/MAUDESCO, Citizens for Justice (CFJ)/Les Amis de la Terre Malawi, Community Training and Development Trust Zimbabwe et NRDC/ZEGA Training Trust Zambia.

Editeur : Les Amis de la Terre Europe

Equipe éditoriale : Helen Burley, Adrian Bebb

Coordination : Mariann Bassey (ERA / AT Nigeria) et Adrian Bebb (AT Europe)

Merci pour l'appui apporté à cette étude par GRAIN (www.farmlandgrab.org), MISEREOR, Netzwerk Africa-Deutschland, Markus Bier (géographe, Université d'Aix-la-Chapelle).

Nous remercions aussi Greenpeace : <http://www.greenpeace.org/africa/campaigns/forests>

Date de publication :
Juin 2010

Design :
onehemisphere, Sweden
our@onehemisphere.se
www.onehemisphere.se

Dessin de la carte :
Frank Pennycook

Impression :
www.beelzepub.com

Photo de couverture : Terres agricoles traditionnelles Kupto, Etat de Gombe, Nigeria © Environmental Rights Action

Téléchargeable sur :
www.foeeurope.org

pour les humains | pour la planète | pour l'avenir

Les Amis de la Terre Europe/Friends of the Earth Europe

Bât. Mundo-B, Rue d'Edimbourg 26,

1050 Bruxelles, Belgique

tél : +32 2 893 1000 fax : +32 2 893 1035

e : info@foeeurope.org www.foeeurope.org

Afrique: terre(s) de toutes les convoitises

Ampleur et conséquences de l'accaparement des terres pour produire des agrocarburants

Avant-propos	3
Résumé et recommandations	4
Carte montrant des exemples d'accaparement des terres	6
1. Introduction	7
2. Que se passe-t-il vraiment ?	9
3. Qui est impliqué et pourquoi ?	11
4. Les cultures	15
5. Les répercussions	17
6. Conclusions	26
Annexe : Exemples d'accaparement des terres en Afrique pour produire des agrocarburants	28

Avant-propos

Le continent africain est de plus en plus souvent perçu comme une réserve de terres agricoles et de ressources naturelles pour le reste du monde. Dans toute l'Afrique, des Etats et des firmes privées s'approprient des terrains pour y faire pousser des récoltes destinées à répondre à une demande croissante en aliments et carburants émanant principalement de pays d'autres continents. Les agrocarburants - la culture à grande échelle de plantes utilisées pour produire des carburants liquides - sont présentés par certains comme l'atout miracle qui va sauver l'Afrique.

Les adeptes des agrocarburants soutiennent en général qu'en produire aidera à résoudre la crise économique qui frappe nombre de pays en développement : qu'ils créeront richesses et emplois, qu'ils feront reculer la pauvreté.

Ces allégations négligent le revers de la médaille et laissent bien des interrogations sans réponse. Les incitations à produire des agrocarburants sont-elles dans l'intérêt des pays en développement, ou leurs vrais bénéficiaires sont-ils les pays industrialisés du Nord ? Les agrocarburants augmenteront-ils vraiment le nombre d'emplois et amélioreront-ils le développement économique au niveau local ? Résoudront-ils le problème de l'insécurité alimentaire dont souffrent les nations en voie de développement ? Quels sont les coûts sociaux et environnementaux de la production d'agrocarburants pour les populations locales ? Qui s'apprête à profiter de l'ensemble du processus ?

Ces éléments doivent être évalués de façon objective. On ne peut souscrire aux arguments avancés sans les soumettre à l'épreuve des faits. Telle est la logique qui sous-tend notre étude. Celle-ci examine l'expansion de la production d'agrocarburants en Afrique et met en évidence les problèmes sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux rencontrés.



Plantation de palmiers à huile de BIDCO dans les îles du district de Kalangala, Lac Victoria, Ouganda.

Résumé et recommandations

Le continent africain est de plus en plus souvent perçu comme une réserve de terres agricoles et de ressources naturelles pour le reste du monde. Des Etats, des entreprises privées et des fonds d'investissement mettent en ce moment la main sur des terres dans toute l'Afrique pour y cultiver des plantes destinées à l'alimentation ou bien à la production de carburants.

La nourriture et le gagne-pain de milliards de personnes dans le monde dépendent de leur accès à la terre, mais comme la disponibilité en terres fertiles et en eau se trouve menacée par les changements climatiques, par une gestion déplorable et par nos modes de consommation, la demande commerciale de terres ne cesse d'augmenter.

Les accaparements abusifs de terres – qui consistent à louer ou vendre à des investisseurs extérieurs (entreprises et gouvernements) des terres traditionnellement utilisées par les populations locales – deviennent de plus en plus courants en Afrique. Nombre de ces contrats concernent des cultures vivrières, mais on observe un intérêt croissant pour les agrocarburants, en particulier pour approvisionner le marché en expansion de l'Union européenne.

Ces ventes ou locations de terres se sont inscrites dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires ayant conduit à la crise de 2008 : il y a eu des émeutes de la faim dans certains pays en développement et, à Haïti et Madagascar, les gouvernements ont même été renversés. L'utilisation d'une partie des récoltes pour la production d'agrocarburants a été un facteur majeur d'augmentation du prix de la nourriture.

Le présent rapport examine l'ampleur des contrats visant la production d'agrocarburants et leurs répercussions sur les populations locales et sur l'environnement. Les informations disponibles ont beau être restreintes, il apparaît de plus en plus que des quantités importantes de terres agricoles sont achetées pour produire des carburants, parfois sans l'accord des communautés locales et souvent sans évaluation sérieuse des conséquences pour leur environnement.

Ampleur du problème

Selon diverses études, un tiers de la terre vendue ou achetée en Afrique est destinée à produire des carburants – soit environ 5 millions d'hectares. Les Amis de la Terre se sont penchés sur des cas d'appropriation abusive de terres dans 11 pays d'Afrique, de l'Éthiopie au Mozambique (voir annexe).

Si une partie des terres sont carrément vendues – à des firmes privées, des entreprises d'Etat ou des fonds d'investissement – la plupart sont louées et l'accès à certaines passe par des contrats avec les fermiers pour que ceux-ci cultivent des plantes déterminées.

Un certain nombre d'entreprises européennes, de taille souvent réduite, sont impliquées, parfois avec l'appui ou la participation de leur gouvernement. Beaucoup aiment à vanter les bienfaits sociaux et environnementaux de leurs activités, censées offrir des emplois et un espoir de développement à des zones rurales.

Une OPEP « verte »

Désireux de développer des cultures d'exportation potentiellement lucratives, beaucoup des pays hôtes ont encouragé ces investissements. Quinze nations africaines se sont alliées pour créer une organisation qu'on a pu qualifier d'« OPEP verte » et plusieurs gouvernements ont aussi fait adopter des objectifs de consommation intérieure et diverses stratégies pour favoriser l'utilisation d'agrocarburants chez eux.

Cependant, une prise de conscience croissante des inconvénients de ce boom des agrocarburants se fait jour. A mesure que des scientifiques et des institutions internationales contestent les avantages pour le climat de cette source de carburants de substitution, les communautés locales et, dans certains cas, les gouvernements des Etats concernés s'aperçoivent des répercussions de ces accaparements de terres sur l'environnement et sur les moyens d'existence des populations de la région.

Contestations locales

En Tanzanie, à Madagascar et au Ghana, des protestations se sont élevées à la suite d'acquisitions de terres par des compagnies étrangères. Des firmes ont été accusées d'avoir fourni des informations trompeuses aux paysans locaux, d'avoir obtenu des terres par le biais de faux propriétaires de biens communautaires et de contourner la législation de protection de l'environnement.

Les agrocarburants font concurrence aux cultures vivrières pour les terres arables, et les firmes qui veulent développer les agrocarburants font concurrence aux paysans pour l'accès à ces terres. Même le jatropha, qui est censé pousser sur des terres non-agricoles, ne semble pas faire exception. Lorsque les populations locales perdent l'accès à leurs terres traditionnelles, elles se retrouvent confrontées à l'insécurité alimentaire et à la faim : leur droit humain le plus élémentaire, le droit à la nourriture, est menacé.

Dégâts environnementaux

Le manque de terres arables a conduit à déforester pour faire place à des plantations d'agrocarburants, et ce au prix de la destruction de précieuses ressources naturelles et d'une hausse des émissions de gaz à effet de serre. En Éthiopie, des terres situées dans une réserve d'éléphants ont été déboisées au profit de cultures énergétiques.

Les paysans ont découvert que, loin de leur apporter un revenu assuré, le jatropha, partout présenté comme une plante miracle, absorbe en réalité de précieuses ressources en eau et nécessite de coûteux pesticides. Dans certains endroits, des cultures vivrières ont été éliminées pour planter du jatropha, laissant les paysans sans revenu et sans source de nourriture.

La menace des plantes modifiées génétiquement

De surcroît, il est à craindre que les firmes de biotechnologies, en quête de nouveaux débouchés pour leurs produits, considèrent les agrocarburants comme un moyen de pénétrer le marché africain. Des

recherches sont en cours sur des variétés génétiquement modifiées (GM) pouvant convenir aux agrocarburants, et les entreprises de biotechnologies s'empressent de proclamer que leurs produits vont contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Exploitation des ressources

En Europe et dans le monde, la demande croissante d'incorporation d'agrocarburants dans les transports crée un marché pour ces produits. Certains hommes politiques africains ont beau promettre que les agrocarburants apporteront à leurs pays un approvisionnement énergétique d'origine locale, le fait est que la plupart des firmes étrangères développent ces carburants pour les vendre sur le marché international. L'objectif contraignant de l'Union européenne d'accroissement du pourcentage d'agrocarburants constitue une claire incitation à faire main basse sur des terres en Afrique.

La tendance est-elle en train de s'inverser ?

Les inquiétudes touchant aux conséquences sociales et environnementales ont provoqué un retour de manivelle dans plusieurs pays, comme la Tanzanie et le Swaziland. Certaines firmes ont également renoncé à leurs investissements. Mais ailleurs, la frénésie d'agrocarburants demeure.

De même que les pays d'Afrique ont déjà vu leurs combustibles fossiles et autres ressources naturelles exploités au profit de nations plus riches, le risque existe aujourd'hui que les agrocarburants, et avec eux les terres cultivables et ressources naturelles africaines, soient exportés sans que les populations locales et les économies nationales en retirent autre chose que des miettes.

Recommandations

1. Mettre un frein aux accaparements de terres

- Cesser les incitations : les objectifs politiques qui accroissent la demande en agrocarburants doivent être abandonnés, à commencer par les objectifs contraignants de l'UE.
- Les Etats africains devraient immédiatement suspendre toute acquisition supplémentaire de terres et tout investissement destinés aux agrocarburants.

2. Les vraies priorités politiques

Une révolution agraire : réorienter tous les investissements et les priorités vers la souveraineté alimentaire – le droit des populations à une nourriture adéquate, saine, produite et contrôlée localement.

Une révolution énergétique : réduire la consommation d'énergie dans les transports par la mise au point rapide de véhicules moins gaspilleurs et l'investissement dans des sociétés soutenables, en favorisant les transports publics, les déplacements à pied et le vélo.

3. Comment traiter avec les accapareurs de terres

Avant toute vente ou location de terres, **une évaluation complète des conséquences environnementales et sociales** des changements d'affectation des terres devra être menée avec la participation active des populations locales. Il faudra prendre en compte les effets sur la biodiversité, les ressources naturelles, l'appauvrissement génétique, la souveraineté alimentaire, les femmes, l'accès aux ressources pour les communautés locales (sans oublier les éleveurs et les agriculteurs itinérants) ainsi que les impacts des nouvelles technologies, et les investissements dans des infrastructures.

La responsabilité juridique des firmes et investisseurs doit être entière : tout contrat concernant des terres devrait inclure pour l'investisseur des obligations claires, légalement contraignantes et applicables. Les investisseurs devraient abonder un fonds de responsabilité obligatoire pour couvrir les cas d'infraction. Des évaluations d'impacts a posteriori, indépendantes et participatives, devraient être effectuées à des intervalles prédéterminés.

Plein accord des communautés et protection des peuples indigènes

Aucune vente ou location de terres ne peut avoir lieu sans le consentement libre, préalable et éclairé des populations concernées. Les droits coutumiers des communautés locales et la protection des peuples indigènes sont fondamentaux.

Des pratiques agricoles bonnes pour les paysans et pour l'environnement

Priorité doit aussi être donnée en Afrique aux investissements favorables aux petits paysans et au développement d'une agriculture biologique à taille humaine. Les systèmes de culture encouragés devront respecter les limites écologiques, sans entraîner d'émissions qui risquent de modifier le climat ni provoquer la dégradation des sols, et ils devront éviter l'épuisement des réserves en eau. De telles pratiques agricoles interdisent bien évidemment le recours à des plantes ou arbres génétiquement modifiés.

Cultiver pour la population locale En raison des répercussions négatives, historiquement provoquées par l'instabilité des marchés internationaux, et pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, toute nouvelle affectation des sols devrait viser avant tout l'approvisionnement des marchés locaux. Il a récemment été proposé de garantir que tout contrat portant sur des terres inclue l'obligation légale qu'un pourcentage minimum préétabli des récoltes obtenues soit vendu sur le marché local.

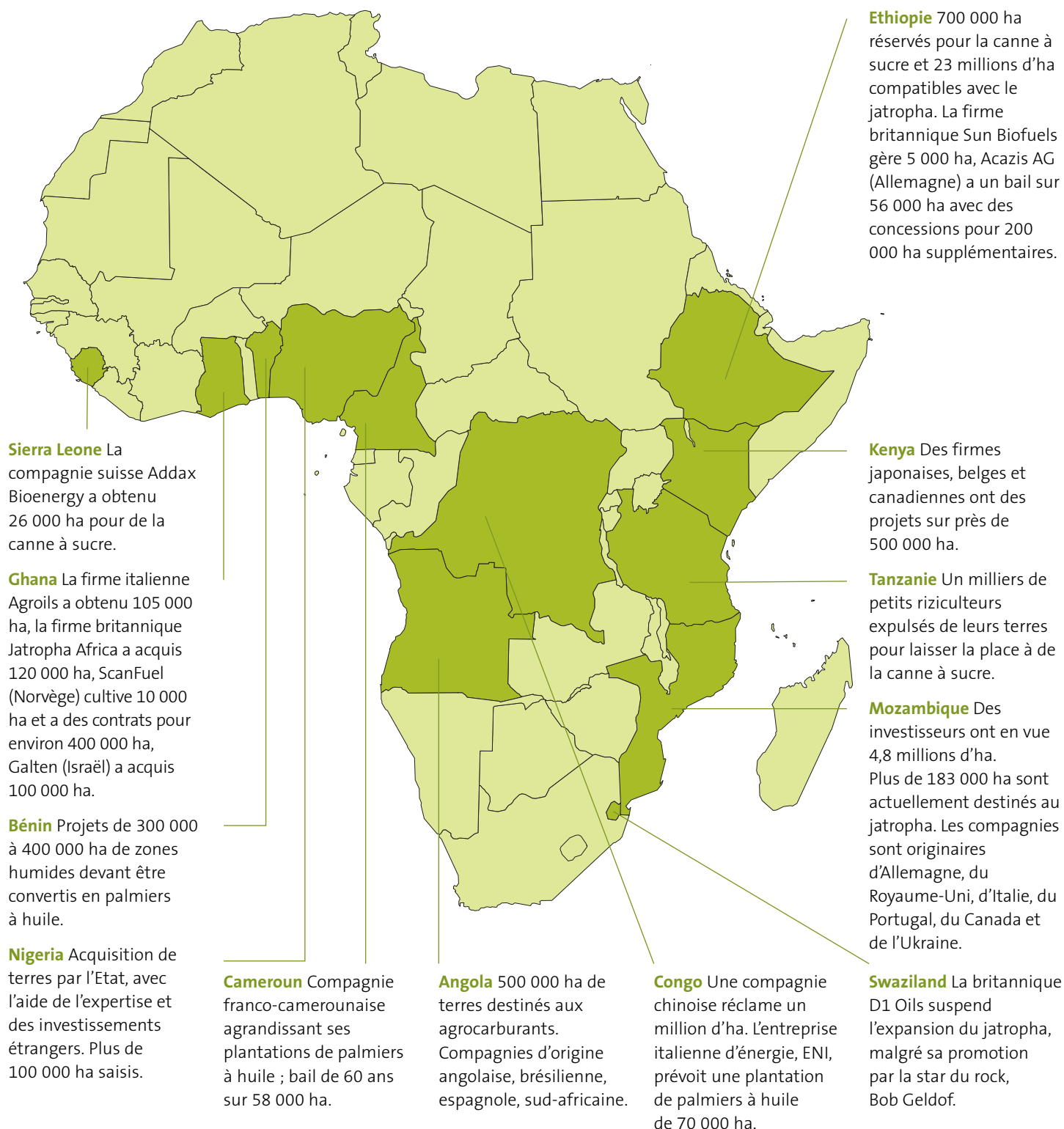
Manger est un des droits les plus élémentaires. Il ne faut donc pas traiter les produits agricoles comme des marchandises dont la finalité essentielle serait d'engendrer des profits commerciaux au lieu de répondre aux besoins des peuples. Il convient au contraire d'encourager et de renforcer de manière volontariste l'agriculture familiale et à petite échelle afin de garantir la subsistance des populations urbaines et rurales.

Protection des ouvriers agricoles Les salariés agricoles doivent bénéficier d'une protection adéquate. Leurs droits fondamentaux d'être humains et de travailleurs devraient être spécifiés dans la législation et respectés dans les faits, en accord avec les dispositions applicables de l'Organisation Internationale du Travail. Une protection accrue les rendrait plus aptes, ainsi que leurs familles, à se procurer une nourriture convenable en quantités suffisantes.

Carte montrant des exemples d'accaparement des terres

0

Cas étayés d'accaparement des terres et de projets d'agrocarburants en Afrique



Introduction

1



© Clive Shirley / Greenpeace

Introduction

1

La mainmise sur les terres agricoles fait les gros titres des journaux. Dans le monde entier, des Etats, des firmes privées et des fonds de placement investissent dans de la terre à l'étranger. Ce phénomène a été décrit comme une forme de néocolonialisme, les riches acquérant des terres pour sécuriser leur propre approvisionnement en nourriture et carburants.

Des appropriations abusives de terres ont été signalées un peu partout dans les pays en développement, du Pakistan à l'Indonésie et à l'Ukraine. Depuis 2006, une superficie équivalente à celle de la France a été ciblée dans les régions les moins développées du monde.¹ La majorité des cas rapportés sont en Afrique, où la terre est comparativement peu chère et, en certains lieux, facile à obtenir.

« Dans la ruée pour la sécurisation de l'approvisionnement alimentaire, des investisseurs du monde entier s'arrachent des terres agricoles à des prix qui montent en flèche, en Afrique notamment. »²

L'accès à la terre a toujours été un enjeu crucial, garant de la nourriture et des revenus de milliards de personnes. En Afrique, la survie de près de 60 % de la population dépend de l'agriculture.³ Mais, avec la prise de conscience planétaire de ce que d'aucuns nomment la « véritable tourmente » des changements climatiques et de la baisse des réserves pétrolières face à une demande croissante, les conflits d'usage des terres s'exacerbent.

L'importance de la terre en Afrique

« Pour la grande majorité des sociétés africaines, la terre n'est pas un simple bien économique ou atout environnemental, mais une ressource sociale, culturelle et même ontologique. La terre reste un facteur important dans la construction de l'identité sociale, l'organisation de la vie religieuse, la production et la reproduction culturelles. Le lien entre générations est en fin de compte défini par le complément de ressources en terres que les familles, les lignées et les communautés partagent et contrôlent. La terre est vraiment complètement intégrée dans la dimension spirituelle même de la société. »⁴

Nombre des accaparements de terres sont associés à des inquiétudes touchant à l'approvisionnement alimentaire, les pays importateurs, comme l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud, étant désireux de sécuriser leur accès aux céréales. En 2008, de fortes hausses des prix agricoles, des céréales en particulier, ont abouti à une crise alimentaire dans plus de 30 pays en développement. Des émeutes ont eu lieu dans plusieurs endroits et, en Haïti et à Madagascar, les gouvernements ont été renversés.⁵

Cependant, jusqu'au tiers des contrats portant sur des terres concerneraient la culture de végétaux destinés aux agrocarburants (parfois improprement appelés biocarburants)⁶ afin d'alimenter des marchés étrangers, notamment dans l'Union européenne (UE) et en Chine. Ce point est particulièrement préoccupant, l'utilisation croissante de plantes vivrières pour produire des carburants s'étant révélée une cause majeure de hausse du prix des denrées alimentaires.⁷

Les carburants végétaux ont été présentés comme un moyen de lutte contre le changement climatique, malgré les inquiétudes largement partagées quant aux conséquences pour la production alimentaire, et les doutes quant aux bénéfices réels pour le climat. L'UE a fixé un objectif contraignant de 10 % de carburants dans les transports issus de « sources renouvelables » d'ici à 2020, objectif censé être en bonne partie atteint au moyen des agrocarburants, ce qui crée pour les producteurs du secteur un marché garanti.

Agrocarburants ou biocarburants ?

Le terme *agrocarburants* s'applique aux combustibles liquides issus de plantes vivrières ou oléagineuses cultivées suivant des procédés industriels, comportant par exemple de vastes plantations. Ces agrocarburants sont mêlés à de l'essence ou du diesel pour être utilisés essentiellement dans les transports. On parle en revanche de *biocarburants* pour un usage à petite échelle de biomasse locale comme carburant.

La hausse du prix de l'essence et un souci de sécurité énergétique incitent également d'autres pays à étudier leur potentiel pour un usage domestique.

La présente étude porte sur la réalité des accaparements de terres au profit des agrocarburants en Afrique. Elle examine l'ampleur de cette pratique, et ses répercussions sur le terrain. Elle soulève des questions fondamentales sur les conséquences de la politique européenne en matière d'agrocarburants, et sur l'empressement des pays africains à y affecter de vastes étendues de terres.

Elle s'appuie pour cela sur divers rapports, reportages et enquêtes de terrain. Les informations publiques détaillées manquent toutefois dans la plupart des régions d'Afrique sur les contrats signés et la propriété foncière : offrir un panorama complet de la situation est donc pratiquement impossible. Le contexte politique de divers pays africains rend aussi très difficile pour la société civile et les citoyens d'obtenir des informations officielles ou de s'exprimer à visage découvert. Notre étude ne constitue par conséquent qu'un aperçu reposant sur les données publiquement disponibles. Une transparence accrue et des recherches complémentaires seraient requises d'urgence.

- 1 What's yours is mine, New Statesman, 15 octobre 2009 <http://www.newstatesman.com/economy/2009/10/congo-africa-ecological>
- 2 <http://www.independent.co.uk/news/business/analysis-and-features/land-grab-the-race-for-the-worlds-farmland-1677852.html>
- 3 <http://www.glt.net/en/newspage/african-union-endorses-framework-and-guidelines-on-land-policy-in-africa.html>
- 4 <http://www.glt.net/en/newspage/african-union-endorses-framework-and-guidelines-on-land-policy-in-africa.html>
- 5 <http://www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Globalisierung/hunger.html>
- 6 The World Bank in the hot seat, GRAIN, 4 mai 2010
- 7 Mitchell, Donald, Economiste en chef, A Note on Rising Food Prices. Development Prospects Group, World Bank, Washington, avril 2008

Que se passe-t-il vraiment ?

2

© daniel ribeiro



Que se passe-t-il vraiment ?

2

Bien qu'il soit impossible d'établir l'ampleur exacte des appropriations de terres en Afrique vu le peu d'informations accessibles au public, les récits d'acquisitions abusives de terres sur tout le continent, et en particulier en Afrique subsaharienne, sont innombrables.

Une étude de 2009 de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a examiné l'affectation du sol dans cinq pays subsahariens : l'Éthiopie, le Ghana, Madagascar, le Mali et le Soudan. D'après les données qu'elle a trouvées, 2,4 millions d'hectares de terres ont changé de mains (par le biais de contrats portant sur des terrains de plus de 1 000 ha) depuis 2004.⁸ Ces terres étaient destinées à la production de nourriture ou de carburant, avec des surfaces considérables réservées aux agrocarburants en Éthiopie, à Madagascar et au Ghana.

Une étude distincte, de l'International Food Policy Research Institute, a estimé à 20 millions d'hectares les cessions de terrains depuis 2006, dont 9 millions d'hectares en Afrique.⁹

Sur ceux-ci, près de 5 millions d'hectares – une superficie plus grande que celle des Pays-Bas – seraient prévus pour des plantes à carburants, dont le jatropha, le palmier à huile et le sorgho sucrier¹⁰.

Au Mozambique, selon des sources gouvernementales, des investisseurs en agrocarburants avaient sollicité le droit d'utiliser quelque 12 millions d'acres (4,8 millions d'hectares), soit près du septième des terres arables du pays.¹¹

Au Congo-Brazzaville, le président Sassou-Nguesso a cédé à des fermiers sud-africains 10 millions d'hectares de terres fertiles pour des cultures vivrières de base destinées à l'exportation, dont aucun pourcentage ne restera au Congo, en plus des 70 000 hectares octroyés au groupe pétrolier italien ENI pour planter des palmiers à huile en monoculture afin de produire des carburants, ce qui menace l'incalculable dernière forêt tropicale primaire d'Afrique.¹²

Une liste détaillée d'exemples d'accaparements de terres pour les agrocarburants figure en annexe.



Terrain défriché pour des plantations de palmier à huile dans les îles du district de Kalangala, Lac Victoria, Ouganda

© Gaia Foundation, Will Baxter

- 8 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/FIDA, Londres/Rome.
- 9 Headey, D., Malaiyandi, S., et Shenggen, F., août 2009, Navigating the Perfect Storm. Reflections on the Food, Energy, and Financial Crises, IFPRI, voir: <http://www.ifpri.org/publication/navigating-perfect-storm>
- 10 Von Braun, J. et Meinzen-Dick, R., avril 2009, "Land Grabbing" by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities, IFPRI.
- 11 WELZ, A. (2009). Ethanol's African Land Grab. Disponible sur <http://www.motherjones.com/environment/2009/03/ethanols-african-landgrab#com>.
- 12 http://www.taz.de/taz/nf/etc/2009_04_18_S13-aus2-01.pdf.

Qui est impliqué et pourquoi ?

3

© Greenpeace / Jennifer Heilop



Mme Ouse montrant une culture de maïs biologique dans le district de Siaya, au Kenya.

Qui est impliqué et pourquoi ?

3

Si des firmes privées sont à l'origine de la plupart des cessions de terres en Afrique, il apparaît néanmoins que des terres sont aussi acquises par des gouvernements, souvent par le biais d'entreprises d'Etat et de sociétés d'investissement privées.

Cette main basse sur les terres prend diverses formes, selon la situation locale et la législation du lieu. Bien que certaines terres aient été carrément achetées, elles sont plus souvent louées, avec des baux à long terme pouvant atteindre 99 ans. Il y a aussi des cas dits d'*out growing*, où des fermiers locaux signent un contrat pour cultiver une plante spécifique, comme le jatropha.

3.1. Sécurité alimentaire

Ce soudain intérêt pour la terre semble motivé par une combinaison de facteurs, où domine toutefois le souci de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement en carburant. La forte hausse du prix des denrées alimentaires en 2007 puis 2008, et la volatilité des prix du pétrole semblent avoir conduit un certain nombre de pays à s'interroger sur la sécurité de leur ravitaillement avec des craintes exacerbées par les prévisions concernant les effets des changements climatiques sur l'agriculture dans les années à venir.

Ainsi, l'Arabie saoudite, dont l'autonomie alimentaire en blé était assurée jusqu'en 2007¹³, est en train d'abandonner cette culture très exigeante en eau pour préserver son approvisionnement hydrique futur. A la place, le gouvernement saoudien loue des terres¹⁴, et un consortium agricole saoudien a ainsi annoncé qu'il prévoyait d'investir dans la production vivrière en Ethiopie, au Soudan et en Egypte.¹⁵

3.2. Approvisionnement énergétique

L'inquiétude concernant l'approvisionnement énergétique se révèle une incitation déterminante pour développer les cultures à carburants, avec l'UE qui vise 10 % de carburants dans les transports issus de sources « renouvelables » d'ici à 2020. Ces objectifs européens ont instauré un marché clair qui, vu le prix des terres et le manque de surfaces disponibles au sein de l'UE, devra inévitablement recourir à des importations.



SunBiofuels – Manica.

« La production d'agrocarburants liquides est une motivation clé de nombre d'acquisitions récentes de terres. Au plan international, les objectifs de consommation fixés par les gouvernements ont été le facteur déterminant du boom des agrocarburants, car ils créent des marchés garantis pour des décennies. »

IIED, FAO et IFAD, 2009¹⁶

Si l'on trouve des gouvernements et des entreprises d'Etat derrière certains investissements dans de la terre pour des cultures vivrières, la plupart des accaparements de terres destinés aux agrocarburants apparaissent dominés par des firmes privées, dont beaucoup sont issues de l'UE.

La Chine est l'exception à cette règle, avec des entreprises d'Etat qui se sont procuré plus de 2,8 millions d'hectares en République Démocratique du Congo pour y aménager des plantations de palmiers.¹⁷

3.3. Les firmes européennes

Comme exposé dans l'annexe, les firmes européennes semblent dominer les acquisitions de terres destinées aux agrocarburants en Afrique. La compagnie britannique Sun Biofuels a acheté des terres en Ethiopie (80 000 ha)¹⁸, en Tanzanie (8 000 ha) et au Mozambique (5 000 ha) pour cultiver du jatropha¹⁹, tandis que CAMS Group, dont le siège est au Royaume-Uni, a acheté 45 000 ha en Tanzanie pour produire de l'éthanol à partir de sorgho sucrier.²⁰

« L'Afrique de l'Ouest peut être extrêmement compétitive sur les futurs marchés agricoles mondiaux en raison du très faible coût de la terre et de la production, et du taux de croissance très élevé de la biomasse dans les zones tropicales arables. »

Bionic Palm Limited²¹



Exemples de projets de jatropha au Mozambique. SunBiofuels - Manica.

La société allemande Flora EcoPower a dépensé 77 millions de dollars pour se procurer des terres en Ethiopie afin de produire des biocarburants en recourant à l'agriculture sous contrat.²² D'autres firmes cherchent des perspectives de profit tout au long de la chaîne, en mettant la main sur des terres, en passant des contrats de culture avec des fermiers, en vendant des graines et en commercialisant l'huile.

« Nous sommes en mesure de mettre à disposition dans plusieurs pays africains de vastes étendues de terres pour la culture du jatropha avec des baux à long terme à des conditions très attractives. La surface doit au minimum avoisiner 2 000 ha et peut aller jusqu'à 50 000 ha ou davantage, selon le pays et les disponibilités. »

Greenfueltech²³

La majorité des entreprises impliquées sont des PME – souvent des start-up ayant identifié des perspectives commerciales dans les agrocarburants.

« Gold Star est une entreprise très engagée dans le domaine de la responsabilité sociale et des normes écologiques, et souscrit entièrement à l'idée d'énergie soutenable et renouvelable. »

Gold Star Biofuels²⁴

La plupart de ces firmes mettent volontiers l'accent sur les bénéfices sociaux et environnementaux de leurs activités : travail avec la population locale, création d'emplois, aide au développement de l'économie régionale. Agroils, une entreprise italienne qui plante du jatropha au Ghana et a acquis le droit d'utiliser 105 000 ha, promet d'« éradiquer complètement la pauvreté » en aidant ses agriculteurs sous contrat à accroître la production alimentaire par une limitation de la proportion de jatropha par rapport aux cultures vivrières, ainsi que par la fourniture de compost biologique et de machines agricoles.²⁵

3.4. Les cultures génétiquement modifiées (GM)

Les firmes de biotechnologies se sont elles aussi empressées d'encourager en Afrique les agrocarburants, qui ouvrent de nouveaux débouchés à des variétés GM éventuelles.²⁶ La Fondation Bill & Melinda Gates dépense 120 millions de dollars pour le développement des récoltes en Afrique, dont des subventions spécifiques pour la mise au point de cultures GM.²⁷

Les firmes qui veulent investir dans l'agriculture locale, et en particulier dans les plantes à agrocarburants, sont souvent accueillies à bras ouverts par les gouvernements des pays hôtes, qui y voient des investissements étrangers bienvenus, créateurs d'emplois et susceptibles d'améliorer les infrastructures.

Les fonds spéculatifs et autres fonds de placement aussi cherchent à investir dans des terres, or l'Afrique promet quelques-uns des meilleurs taux de profit.²⁸ Des fonds spéculatifs spécifiques à l'agriculture ont été créés, certains investisseurs y voyant la perspective de gains importants.²⁹

Zoom sur une entreprise : Lion Bridge Ventures

Lion Bridge Ventures était une start-up britannique créée en 2003 par Richard Ossei, un entrepreneur ayant une formation en marketing.³⁰ Son directeur était Clive Coker³¹, un conseiller en création d'entreprises muni d'un MBA en *creative management*.³² Lion Bridge Ventures était la société mère de Jatropha Africa, basée au Ghana.

Au Ghana, Jatropha Africa possède des pépinières où sont préparés de jeunes plants de jatropha pour les paysans qui cultivent cette plante dans le cadre de contrats de location à l'entreprise avec partage des bénéfices. Les contrats signés couvrent une surface de 120 000 ha. La firme commercialise des semences améliorées censées fournir une récolte dans les sept mois après plantation.³³

Jatropha Africa décrit le jatropha comme une « plante miracle », facile à planter, résistante à la sécheresse, poussant bien sur des sols pauvres et fournissant une bonne récolte pour un minimum d'efforts.³⁴

L'entreprise affirme s'être engagée « à travailler en partenariat avec les communautés rurales africaines, à aider les gens dans leurs efforts pour améliorer leur existence », et elle mène un projet pour « renforcer les capacités » de cultivateurs de noix tigrées dans une région du Ghana.

Le site web de la compagnie affirme que l'huile de jatropha est neutre sur le plan du CO₂ et ajoute : « Nous ne plantons du jatropha que sur des terres qui n'ont jamais servi à la production alimentaire, ou sur lesquelles la production de nourriture a échoué [sic]. »

Lion Bridge Ventures a déposé volontairement son bilan en juin 2009.

3.5. Cultures d'exportation ou sécurité énergétique ?

Le Sénégal a lancé un programme national Biocarburant et le Nigeria s'est fixé un objectif d'utilisation de jusqu'à 10 % d'agrocarburants d'origine nationale dans les transports d'ici à 2020. Plusieurs autres pays, dont le Mozambique et le Ghana, semblent aussi avoir embrassé les agrocarburants avec enthousiasme. Comme d'autres Etats, le Mozambique considère les agrocarburants, issus du jatropha surtout, comme un moyen de réduire sa dépendance aux importations d'essence.³⁵



Plantation de l'entreprise Energem, village de Dzeve, district de Bilene, Mozambique.

Qui est impliqué et pourquoi ?

3

L'accès à l'énergie est crucial pour le développement de l'Afrique. Dans les zones rurales du continent, nombre de foyers ne disposent ni d'électricité, ni de carburant, ni de combustible pour la cuisine. En Ethiopie par exemple, 93 % des familles font cuire les aliments sur des feux en plein air très polluants, où elles brûlent du bois, du charbon de bois, des résidus de récoltes ou des excréments d'animaux. La fumée de ces foyers est cause de problèmes de santé, tandis que récupérer le combustible prend du temps et épuise les ressources naturelles.³⁶

« Le développement énergétique implique souvent le déplacement de villages pour créer des zones tampon, aboutissant à d'importantes pertes de terres et à la perturbation sociale des communautés agricoles. Il s'ensuit de fortes inquiétudes quant à la capacité de nombreux pays à répondre à leurs besoins nationaux en production alimentaire à mesure que les terres sont affectées à d'autres usages, et quant aux bradages écologiques que suppose la ruée des investisseurs étrangers sur des terres pour ce genre d'activités. »³⁷

Les investissements étrangers dans l'agriculture sont aussi souvent accueillis favorablement par les pays hôtes dans l'idée qu'ils créeront des emplois en zone rurale et qu'ils constituent une promesse de développement économique. L'investissement dans des cultures d'exportation potentielles est perçu comme bénéfique pour l'économie rurale.³⁸

Mais les gouvernements sont aussi conscients du potentiel de ces cultures pour l'exportation. Quinze pays africains dont le Bénin, le Ghana, le Sénégal et le Mali ont signé en juillet 2006 le traité de fondation de l'Association panafricaine des non-producteurs de pétrole (PANPP) afin de promouvoir la production d'agrocarburants. Cette organisation a été assimilée à une « OPEP verte ».³⁹

L'étude de la FAO sur cinq pays a toutefois découvert que, sur aucune des terres destinées aux agrocarburants en Ethiopie, au Ghana, à Madagascar ou au Mali, il n'était prévu de produire des carburants pour la consommation intérieure. Toutes les récoltes allaient être vendues pour l'exportation.⁴⁰

La même étude a également conclu que les promoteurs d'agrocarburants payaient comparativement peu en terrains pour la production d'agrocarburants, avec des investissements fonciers s'élevant à seulement 11 % de l'ensemble des investissements en terres, mais que les cultures à agrocarburants représentaient plus de 44 % de la production globale.⁴¹

3.6. Des terres bon marché

Le prix de la terre en Afrique est souvent très bon marché par rapport aux prix internationaux et les valeurs foncières sont en train de monter, d'où de bons investissements potentiels.⁴² Quand le pays hôte offre son soutien, les terres peuvent aussi être obtenues dans des conditions favorables.

Avec des débouchés assurés, un accès peu onéreux à la terre et une main-d'œuvre bon marché, les entreprises européennes peuvent envisager le développement des agrocarburants comme une bonne occasion de faire des affaires, ce qui contribue à expliquer la subite ruée en cours sur les terres.

- 13 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 14 http://www.gulfinthemedia.com/index.php?id=486101&news_type=Economy&lang=en&
- 15 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome. (p. 38).
- 16 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 17 "Land grabbing" by foreign investors in developing countries, IFPRI, 2009, <http://www.ifpri.org/publication/land-grabbing-foreign-investors-developing-countries>.
- 18 Rapid Assessment of Biofuels Development Status in Ethiopia, (Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie), MELCA Mahiber, septembre 2008.
- 19 <http://www.sunbiofuels.com/projects.html>.
- 20 <http://www.planetark.com/dailynewsstory.cfm/newsid/50310/story.htm>.
- 21 <http://www.slideshare.net/ulev/bionic-palm-plantations-ghana-presentation>.
- 22 <http://www.reuters.com/article/marketsNews/idUSLK10422520090320?sp=true>.
- 23 http://www.greenfueltech.net/land_availability.htm.
- 24 <http://www.24-7pressrelease.com/press-release/jatropa-plantings-to-produce-biodiesel-ms-diana-holden-visits-tordzinu-tribe-village-farms-83612.php>.
- 25 http://www.agroils.com/images/downloads/agroils_presentation_nov_08.pdf.
- 26 <http://www.zmag.org/znet/viewArticle/22549>.
- 27 <http://www.eweekurope.co.uk/news/bill-gates-pushes-gm-crops-as-cure-for-world-hunger-2109>.
- 28 Seized, The 2008 land grab for food and financial security, GRAIN Briefing, octobre 2008.
- 29 The Great Land Grab: Rush for the World's Farmland Threatens Food Security for the Poor, The Oakland Institute, octobre 2009, www.oaklandinstitute.org/pdfs/LandGrab_final_web.pdf.
- 30 http://younoodle.com/people/richard_ossei.
- 31 http://younoodle.com/people/clive_coker.
- 32 http://younoodle.com/groups/imperial_entrepreneurs/newsletters/meet_your_mentor.
- 33 <http://www.jatropafrica.com/sales.html>.
- 34 <http://www.jatropafrica.com/investment.html>.
- 35 Rapport Swiss Aid.
- 36 Hassen, Ephrem, 2008, Key Energy Issues in Ethiopia: Challenges, Opportunities and the Way Forward. In: Agrofuel Development in Ethiopia: Rhetoric, Reality and Recommendations, Forum for Environment (2008), p. 1-25.
- 37 <http://www.glt.net/en/newspage/african-union-endorses-framework-and-guidelines-on-land-policy-in-africa.html>.
- 38 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 39 <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/10/27/AR2006102701105.html>.
- 40 Le Soudan n'a pas été inclus dans les calculs faute de données suffisantes. Voir Table 2.3
- 41 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 42 Voir Figure 2.10, Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 43 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome (p. 57).

Les cultures

4



© Elena Kalistrava/Dreamstime

Canne à sucre.

Les cultures

4

Un mot sur les cultures

La canne à sucre, le sorgho sucrier, le maïs et le manioc sont cultivés à des fins alimentaires en Afrique, mais constituent aussi une matière première pour la production d'éthanol.

Le palmier à huile, le soja, l'arachide et le jatropha sont développés pour le biodiesel.

Canne à sucre La canne à sucre est traditionnellement cultivée dans plusieurs régions d'Afrique pour l'exportation, avec des installations industrielles importantes en Afrique du Sud, au Mozambique et au Malawi.⁴³ Originaire d'Asie, elle pousse bien en climat tropical et subtropical, là où les pluies abondent (60 cm/an). On la cultive dans des plantations et les champs sont brûlés avant la récolte, qui est souvent manuelle. Le Brésil, leader mondial de la culture de canne à sucre, a aussi pris la tête pour la transformation de canne à sucre en éthanol.

Sorgho sucrier Originaire d'Afrique, le sorgho sucrier est cultivé à des fins alimentaires. La graine et le sirop sucré qu'on trouve dans les tiges peuvent être consommés. Cette plante aime la chaleur et la sécheresse et peut se passer d'irrigation. Le taux élevé en sucre de ses tiges peut servir à la production d'éthanol.⁴⁴

Maïs Le maïs est une des cultures alimentaires de base au Nigeria : ses champs couvrent environ 60 % de la surface agricole du pays.⁴⁵ On le cultive traditionnellement avec d'autres plantes dans un système de culture mixte. Le grain sert à l'alimentation et il procure du fourrage. Le maïs est utilisé comme matière première pour l'éthanol aux Etats-Unis et en Amérique latine ; il est aussi considéré comme tel dans une partie du Nigeria.⁴⁶

Ricin Le ricin est originaire d'Afrique de l'Est. On le trouve dans toutes les régions tropicales. Il est largement cultivé en Ethiopie. Les graines

de la plante contiennent une huile, protégée par une enveloppe toxique de ricine. Utilisée à des fins médicinales dans le monde entier, l'huile peut aussi être raffinée pour produire du biodiesel.⁴⁷

Manioc Racine riche en féculents consommée en Afrique, en Asie et en Amérique latine, le manioc est l'aliment de base d'environ 600 millions de personnes. Il pousse bien même sur des sols pauvres, et sa teneur élevée en amidon le rend adapté à la production d'éthanol. Des recherches sur des types de manioc génétiquement modifiés sont en cours ; le gouvernement nigérian et Shell investissent dans ces recherches.⁴⁸

Palmier à huile Les palmiers à huile proviennent d'Afrique de l'Ouest. Ils produisent des fruits et des graines qu'on peut broyer pour en extraire une huile comestible, convenant aussi pour le biodiesel. L'huile de palme est la plus utilisée dans le monde pour la cuisine. On la trouve dans une large gamme d'aliments industriels, dans des savons et dans la nourriture pour animaux.

Le jatropha Le jatropha passe pour un végétal particulièrement adapté à la production d'agrocarburants car, à la différence d'autres matières premières, il n'est pas comestible. D'après ses promoteurs, il n'entre donc pas en concurrence avec la nourriture et ne contribue pas à créer de pénuries alimentaires. Il peut aussi pousser sur des terres ingrates, dans des zones relativement arides, et convient donc aux régions sujettes à la sécheresse.

Il s'est toutefois avéré que les plants de jatropha réclament bel et bien de l'eau au début de leur croissance, et que les plants cultivés sur des terres plus fertiles donnent de meilleurs rendements.⁴⁹

Les graines de soja, la patate douce, l'arachide, le blé, le maïs, le sorgho et le coprah sont aussi utilisés comme cultures énergétiques dans les pays africains.



Jatropha curcas.

43 http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/trade/downloads/bp27_sugar.pdf.

44 http://www.enn.com/top_stories/article/36161.

45 <http://www.agr.hr/jcea/issues/jcea7-3/pdf/jcea73-9.pdf>.

46 Voir les propositions pour l'Etat de Kaduna.

47 http://www.castoroil.in/uses/fuel/castor_oil_fuel.html.

48 Genetically Engineered Cassava, A threat to Africa's Food Sovereignty, Amis de la Terre, fiche d'information sur l'Afrique, août 2006.

49 Jatropha: Wonder Crop? Experience from Swaziland, Amis de la Terre, mai 2009.

Les répercussions

5



© Greenpeace / Jan Joseph Stok

Les répercussions

5.1. Les agrocarburants peuvent-ils tenir leurs promesses ?

Les firmes et gouvernements qui promeuvent les agrocarburants en Afrique promettent du carburant d'origine locale, des emplois et du développement économique. Mais est-ce bien la réalité ?

Des questions essentielles ont été soulevées quant aux avantages de la transformation de récoltes en carburant. Les agrocarburants aboutissent-ils vraiment à une réduction des émissions de gaz à effet de serre si l'on prend en compte l'ensemble de leur cycle de vie ? Les cultures à agrocarburants procurent-elles les rendements annoncés ? Les agrocarburants constituent-ils une bonne utilisation des terres ? Et aident-ils les communautés rurales à se développer de manière soutenable ?

« Qu'arrive-t-il à long terme quand on accorde le contrôle des terres agricoles de son pays à des nations et des investisseurs étrangers ? »

GRAIN 2008⁵⁰

Outre ces questions fondamentales, la dissémination rapide de cultures intensives destinées aux agrocarburants pose d'autres problèmes, comme leurs répercussions pour des populations locales dont la survie dépend souvent d'un accès à la terre, leurs impacts sur l'environnement, réserves d'eau comprises, et leurs effets sur les emplois de proximité et l'économie locale.

5.2. Pas de vraies baisses d'émissions de gaz à effet de serre

Le niveau des économies de gaz à effet de serre (GES) liées à la culture d'agrocarburants varie selon la nature de la récolte, le rendement par hectare, la quantité d'énergie requise pour acheminer et élaborer le carburant. Elle dépend aussi du fait que l'agriculture ait dû être déplacée ou non, et que cela ait éventuellement provoqué des émissions de GES.

Des études ont montré que, pour certains agrocarburants, la mise en culture et le processus de fabrication émettent davantage de gaz à effet de serre que n'en auraient émis une quantité équivalente de carburants fossiles.⁵¹

L'impact des changements d'affectation des sols – quand on supprime des forêts, que des tourbières sont asséchées ou que l'on remplace des pâturages par des champs cultivés – est encore plus important. Selon certaines estimations, là où l'on déforeste pour planter des palmiers à huile, il faut attendre jusqu'à 150 ans pour que le carbone économisé grâce à l'huile de palme récoltée compense celui dû à la perte de la forêt.⁵²

5.3. Perte d'accès aux terres et à l'eau

On imagine d'ordinaire que les pays africains ont de vastes étendues de terres disponibles. Selon certaines estimations, 807 millions d'ha de terre seraient cultivables en Afrique et il semblerait qu'à peine un quart soit utilisé. Mais c'est une pratique courante pour les paysans africains de faire une rotation entre pâturages et cultures et de laisser les sols en jachère. Il est donc très probable que la surface vraiment utilisée soit bien plus importante.⁵³ De plus, des terrains qui peuvent sembler « inutilisés » à des observateurs extérieurs ont souvent une fonction vitale pour les populations locales en leur fournissant les terres communautaires pour faire paître les troupeaux ou ramasser le bois de feu, activités dont dépend souvent leur survie.

En fait, les études de la FAO portant sur les campagnes laissent penser que, dans de nombreuses zones rurales, la plus grande partie des terres est utilisée ou revendiquée par quelqu'un, indépendamment de la façon dont les officiels les classifient.

« Alors que l'impression dominante est que les terres abondent dans certains pays, ces affirmations doivent être maniées avec précaution. Dans de nombreux cas, les terres sont déjà utilisées ou revendiquées, pourtant les usages de ces terres ou les revendications sur celles-ci ne sont pas reconnus, car les utilisateurs sont exclus du droit foncier officiel et n'ont accès ni aux tribunaux ni aux institutions. »

IIED, FAO et IFAD, 2009⁵⁴ (souligné par les auteurs)

Un autre problème clé, encore plus important, est la disponibilité en terres fertiles dotées de ressources en eau accessibles. Bien que certains prétendent que les cultures énergétiques, comme le jatropha ou le sorgho sucrier, poussent bien sur des terres ingrates, nombre des accaparements de terres pour des cultures destinées aux agrocarburants incluent des terres utilisées auparavant pour l'agriculture.



Plantation de jatropha Bioshape à Kilwa en Tanzanie.

« Jatropha Africa utilise des terres marginales. Nous ne déplaçons pas l'agriculture vivrière. Nous avons des accords à long terme, sur le partage des bénéfices avec les habitants des villages où nous développons nos activités de culture du jatropha. »

www.jatrophaafrica.com

Au Ghana, des organismes de développement ont signalé que l'expansion du jatropha chasse les petits paysans, et en particulier les femmes, de leurs champs. Des sources alimentaires de valeur comme certains arbres – karité et dawadawa – ont été coupés pour laisser place aux plantations. Près de 50 % de la population ghanéenne travaille la terre, principalement pour fournir la nourriture consommée localement.⁵⁵

« Des concessions de terres dont la surface peut paraître modeste par rapport au territoire national ont cependant un gros impact lorsqu'elles se concentrent sur les zones beaucoup plus restreintes des terres de grande valeur (terres plus fertiles, avec un potentiel d'irrigation supérieur, ou un accès plus facile aux marchés). »

IIED, FAO et IFAD, 2009⁵⁶

Au Nigeria, des communautés sont confrontées à un programme de réinstallation, après que la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) ait réquisitionné 200 km² pour cultiver de la canne à sucre destinée à la production d'éthanol. Actuellement, les terres sont utilisées par des petits paysans pour faire pousser des cultures alimentaires.⁵⁷ Au Nigeria, la terre est officiellement détenue par l'Etat et le gouvernement, et les communautés locales n'ont rien à dire quant à son affectation.

En Tanzanie, des milliers de paysans cultivant du riz et du maïs ont été chassés de leurs terres en 2009 ou menacés d'éviction afin de faire place nette pour des plantations de canne à sucre dans plusieurs régions du pays. Plus de 1 000 paysans ont dû quitter leurs terres dans les plaines d'Usangu en 2009, ce qui a provoqué de nombreux conflits. Un nombre équivalent doit s'attendre à être expulsé dans le bassin de la rivière Wami pour céder la place à une plantation.⁵⁸ Des compagnies européennes, soutenues par l'Initiative Energie de l'Union européenne et des aides financières du Royaume-Uni et des Etats-Unis, sont derrière un certain nombre de projets.⁵⁹ Des plantations de jatropha et de tournesol sont aussi envisagées. Les protestations des paysans tanzaniens ont poussé le gouvernement à revoir son approche des agrocarburants.⁶⁰



Villageois congolais des environs de M'Boundi.

Le mythe des terres marginales

Un des avantages présumés du jatropha est qu'il pousse sur des « terres marginales » et n'entre donc pas en concurrence avec les cultures vivrières. Cela suppose qu'il y aurait des hectares de terres de mauvaise qualité, disponibles et prêts à être cultivés avec du jatropha ou d'autres matières premières végétales pour les agrocarburants. Mais en réalité, la terre est souvent classée comme marginale au seul motif qu'elle n'est pas possédée individuellement. Il peut s'agir de terres communautaires, qui servent souvent pour faire paître les animaux, cultiver des plantes alimentaires, et aussi cueillir des plantes médicinales, mais ce terme peut également s'appliquer à des zones humides, des marécages ou des zones montagneuses.⁶¹ Comme les communautés villageoises ne détiennent que rarement des titres de propriété pour les terres qu'elles utilisent, il peut être difficile d'empêcher la vente de ces terres.

5.4. Comment prouver qu'on possède la terre ?

Savoir à qui appartient la terre peut être un problème complexe et conflictuel, particulièrement dans des pays où il n'y a aucun moyen officiel d'enregistrement du foncier. Dans certains pays comme le Mozambique, l'Etat détient la terre et seuls les promoteurs étrangers peuvent la louer. Dans la plupart des pays, des négociations avec différents services gouvernementaux sont nécessaires avant que le moindre accord foncier puisse être conclu.

Dans certains pays, les anciens des villages sont consultés sur les acquisitions de terres, mais ces consultations peuvent être perverses. On rapporte des cas d'anciens ayant donné leur permission par mégarde, à leur insu ou en échange d'argent, sans que l'ensemble de la communauté ait moindrement pris part à la décision.⁶²

Dans d'autres cas, il arrive que la communauté locale accepte le transfert de terres en échange de promesses d'amélioration des équipements de la zone concernée. Mais ces promesses ne sont pas toujours tenues, ce qui entraîne la rancœur de la population.⁶³

D'autres rapports font état de terres octroyées à plus d'une personne, la confusion régnant quant à qui a effectivement le droit d'allouer les terres.⁶⁴

Les répercussions

Ghana : des paysans affirment qu'on leur a pris leurs terres pour le jatropha

Dans le nord du Ghana, la compagnie norvégienne BioFuel Africa proclame avoir produit la première récolte commerciale de biodiesel à base de jatropha.⁶⁵ Cette firme a acquis 38 000 ha de terres en 2008⁶⁶ et veut créer « la plus grande plantation de jatropha au monde ».⁶⁷

Or une partie des terres acquises par BioFuel Africa était utilisée auparavant par les paysans de sept villages. Ils les louaient au chef local pour y cultiver notamment du maïs et du riz. Un des paysans a confié à des journalistes n'avoir appris le changement de propriété qu'en arrivant un jour sur son lopin de terre, pour y découvrir que d'autres personnes y étaient déjà.⁶⁸

Les terres avaient été abandonnées par contrat par un chef local – qui est illettré et semble avoir signé en apposant son pouce.⁶⁹ Ultérieurement, la procédure a été juridiquement invalidée.

D'autres secteurs destinés à la plantation, composés de zones boisées, ont été rasés avant que des militants locaux puissent intervenir. Quelque 2 600 ha ont ainsi été mis à nu avec de lourds engins qui ont dévasté l'environnement pour dégager la place au jatropha.⁷⁰

BioFuel Africa affirme : « Nous partons du principe que la production ne peut être durable que si elle coûte peu et offre un excellent rapport tout en améliorant et enrichissant la vie des ouvriers et des communautés environnantes ».⁷¹

Le problème essentiel n'est pas de savoir à qui appartiennent officiellement les terres, mais qui dépend de ces terres pour vivre. Or les droits des personnes qui dépendent des terres concernées par ces mainmises sont souvent ignorés.

« Des concessions de terres de l'ampleur décrite dans ce rapport peuvent réellement priver de leurs terres un grand nombre de personnes. Cette perte est susceptible d'avoir des conséquences négatives d'autant plus graves pour les populations locales que la subsistance et la sécurité alimentaire de la majorité des ruraux africains dépend de façon vitale de leur accès à la terre. »

IIED, FAO et IFAD, 2009⁷²

5.5. Augmentation des prix alimentaires

La compétition pour les terres et la concurrence entre l'utilisation de plantes comme le manioc et le sorgho sucrier pour la nourriture ou les agrocarburants vont très probablement pousser à la hausse les prix des aliments et du foncier. Les petits paysans ghanéens craignent de ne bientôt plus avoir les moyens de cultiver des terres ni d'acheter à manger pour leurs familles.⁷³

Un rapport pour la Banque Mondiale a montré que l'utilisation des cultures pour produire des agrocarburants était un facteur majeur d'augmentation des prix alimentaires.⁷⁴

Cette compétition pour les terres agricoles pose des questions de fond concernant la souveraineté alimentaire et les priorités des gouvernements. Est-il normal qu'un pays qui dépend de l'aide alimentaire internationale (comme le Kenya ou l'Éthiopie) vende des terres fertiles à des entrepreneurs pour y produire du carburant ?

Insécurité alimentaire et faim en Afrique

D'après la FAO, 307 millions de personnes souffrent de la faim en Afrique, dont 265 millions vivent en Afrique subsaharienne.⁷⁵

Vingt et un pays sont classés comme étant « en crise » et quatre d'entre eux – Kenya, Lesotho, Swaziland et Zimbabwe – sont présentés comme ayant un « déficit exceptionnel » en matière de production et d'approvisionnement alimentaires.⁷⁶

En Éthiopie, un des pays actuellement en crise, 46 % de la population est classée comme « sous-alimentée ». D'après le Programme Alimentaire Mondial, 5,2 millions de personnes sont actuellement touchées par la sécheresse.⁷⁷ Dans certaines zones, c'est la cinquième année consécutive d'absence de récolte pour cause de sécheresse.⁷⁸

5.6. Des possibilités d'emplois réduites

Les promesses d'emplois, en particulier dans les zones rurales, sont séduisantes pour les gouvernements et les communautés locales, surtout dans les régions où la majorité de la population dépend d'une agriculture de subsistance pour vivre. Les emplois amènent de l'argent dans la région et permettent ainsi à l'économie locale de se développer.

« Nous sommes persuadés que le développement durable de projets agricoles à grande échelle au Ghana dynamisera les économies rurales et mettra fin à l'exode rural vers les villes. »

Smart Oil Ghana⁷⁹

Mais les promesses d'emplois ne sont pas toujours tenues. En réalité, la plupart des cultures d'agrocarburants demandent peu de main-d'œuvre. Il peut y avoir, sur une courte période, du travail pour

défricher les terres afin de les préparer pour les plantations, puis, ponctuellement, lors de la saison des récoltes mais, sur le long terme, il y a très peu d'emplois pour les populations locales.⁸⁰

D'après certaines études, pour 100 ha plantés en cultures énergétiques, un seul emploi permanent est créé – les principales possibilités se concentrant dans la transformation et l'industrie de production.⁸¹ Lorsque les méthodes de culture sont mécanisées, la quantité de main-d'œuvre est encore plus faible. Dans l'industrie de la canne à sucre, une « moissonneuse » peut remplacer 100 ouvriers.⁸²

« Les paysans sont attirés par la perspective à court terme de gagner de l'argent en défrichant des terres pour les plantations d'agrocarburants. Mais si l'emploi n'est pas viable à long terme, ils peuvent se retrouver, en fin de compte, plus pauvres qu'avant. »

Forum de l'Environnement, 2008⁸³

Même là où des emplois sont vraiment créés, il s'avère que les niveaux de salaires sont si bas que les personnes employées ne sont pas mieux loties qu'auparavant. Au Mozambique, Energem Biofuels – une société enregistrée au Royaume-Uni – a obtenu les droits de concession sur 60 000 ha de terres communautaires, qui servaient auparavant de terres agricoles et de pâturages, pour y faire pousser du jatropha, et elle y emploie plus de 250 personnes.⁸⁴ Celles-ci touchent le salaire minimum, mais n'ont guère vu d'amélioration de leurs conditions de vie. En fait, beaucoup d'entre elles gagnent moins qu'avant, lors des années de bonnes récoltes.⁸⁵

Il a été rapporté que dans certains cas, les compagnies étrangères ne respectent pas les lois locales visant à protéger les droits des travailleurs. Sun Biofuels, également au Mozambique, emploie dans des plantations de jatropha 430 ouvriers qui doivent travailler 45 heures par semaine, avec des journées de travail plus longues que ne l'autorise la loi.⁸⁶



Employés d'Energem, village de Dzeve, district de Bilene, Mozambique.

Une question essentielle est de savoir dans quelle mesure les engagements en matière d'investissements, d'emplois et d'infrastructures sont légalement exécutoires, à l'égal des engagements des gouvernements à assurer et à maintenir l'accès aux terres. »

IIED, FAO et IFAD, 2009⁸⁷

5.7. Faux espoirs : programmes d'aides aux petits paysans et agriculture contractuelle

Un certain nombre de firmes européennes comptent sur des programmes d'aide aux petits paysans pour obtenir la matière première des agrocarburants, surtout dans le cas du jatropha. Les paysans signent des contrats octroyant à l'entreprise les droits sur leur récolte, et reçoivent le cas échéant les semences et des conseils sur la façon de cultiver ces plantes.

Selon la qualité des semences d'origine, les paysans qui signent pour cultiver du jatropha s'exposent à des années d'investissements préalables avant de pouvoir récolter les graines. S'ils n'ont pas de récolte à vendre à la compagnie, ils n'ont aucun revenu de leurs terres. Et s'ils ont remplacé leurs cultures vivrières par du jatropha, ils peuvent se retrouver sans aucune source de nourriture ni argent pour en acheter.

« Plante miracle, le jatropha produit des graines contenant jusqu'à 37 % d'huile. Cette huile est un combustible qui brûle avec une flamme claire et sans fumée. Une fois transformée (par estérification) en agrodiesel, l'huile de jatropha est de plus en plus utilisée comme carburant par les compagnies de transport et du secteur de l'énergie. »

Jatropha Africa⁸⁸

Des paysans de l'União Nacional de Camponeses (UNAC) au Mozambique qui ont cultivé du jatropha font état d'une croissance lente, de faibles rendements et de problèmes liés aux ravageurs.⁸⁹



Jatropha attaqué par des ravageurs, district de Moamba, Mozambique.

Les répercussions

Une étude commanditée par le gouvernement du Mozambique concluait que nombre de paysans pratiquant une agriculture de subsistance abandonnaient le jatropha au bout d'un an à cause des difficultés rencontrées pour le cultiver, et parfois faute de temps pour s'occuper à la fois du jatropha et de leurs cultures vivrières. Beaucoup d'entre eux avaient planté le jatropha sur des sols fertiles, de bonne qualité. Le Mozambique est un des pays les plus pauvres de la planète, où près d'un tiers des familles souffrent en permanence de la faim.⁹⁰

Des paysans du Swaziland se sont plaints qu'on leur avait raconté que le jatropha poussait très bien sans eau, alors qu'il s'est avéré que les plants avaient besoin d'être arrosés régulièrement. Les ressources en eau sont limitées au Swaziland et quantité de paysans ont déjà du mal à en trouver assez pour couvrir tous leurs besoins.⁹¹

Ces paysans ont eux aussi évoqué les problèmes liés aux ravageurs. Cette plante n'ayant commencé que récemment à être cultivée, les services gouvernementaux n'ont aucune expérience sur les meilleurs moyens de combattre ces ravageurs. L'achat de pesticides ne fait qu'accroître les coûts pour les paysans, et certains se sont vus obligés de laisser leurs cultures être détruites. Par ailleurs, les graines récoltées doivent être traitées rapidement pour donner le maximum de leur contenu en huile, mais les paysans n'ont pas d'équipement pour ce faire à proximité. Dans cette étude mozambicaine, de nombreux paysans ont déclaré qu'il n'y a pas de vrai marché pour les graines et que la plupart d'entre eux n'avaient pas réalisé que la qualité de l'huile se détériorerait aussi vite.⁹²

Selon les experts en effet, le jatropha ne fournit des rendements optimaux que s'il est cultivé dans des conditions bien précises.⁹³

« Ce jatropha me rappelle le cas du coton. Il y a bien des années, quand les gens de Dunavant sont venus ici, ils ont promis que si on cultivait du coton, on toucherait beaucoup d'argent. Nous avons cessé de cultiver notre maïs pour gagner plus d'argent avec le coton. Mais quand est venu le moment de vendre la récolte, nous avons été très peu payés. Et en plus, nous avons eu faim, car nous avons négligé de faire pousser notre maïs traditionnel. »

Josam Ndaabona, petit paysan, Zambie.⁹⁴

5.8. Dégâts environnementaux

L'utilisation de vastes étendues de terres pour cultiver des carburants végétaux engendre toute une série d'impacts préjudiciables à l'environnement, allant de la déforestation et la destruction d'écosystèmes à la dégradation des sols par des pratiques agricoles inadaptées, à la pollution des eaux par les pesticides et les engrais, et à l'épuisement des ressources en eau (voir plus bas).

« L'introduction d'une production agricole intensive peut menacer la biodiversité, le stockage de carbone et les ressources en terre et en eau. Convertir des forêts ou des prairies en monocultures réduit la diversité de la flore et de la faune, la biodiversité agricole, et les quantités de carbone stockées au-dessus et en dessous des sols. »

IFPRI, avril 2009⁹⁵

Au Cameroun, l'essor des plantations de palmiers à huile se fait au détriment des forêts primaires du bassin du Congo, aggravant encore la déforestation dans ce pays.⁹⁶ Le gouvernement camerounais soutient le développement de l'huile de palme depuis les années 60, par l'intermédiaire de compagnies d'Etat comme la SOCAPALM et la CDC. La SOCAPALM, qui a depuis été en partie privatisée, a annoncé en janvier 2009 un important programme d'expansion.⁹⁷

La forêt du bassin du Congo est la deuxième par la taille dans le monde, derrière l'Amazonie. C'est un des principaux puits de carbone. De nombreuses communautés dépendent de la forêt pour leur subsistance et comptent sur les produits de la chasse et de la forêt pour leur vie quotidienne.

Le gouvernement du Bénin propose de convertir 300 000 à 400 000 ha de zones humides pour faire du palmier à huile dans le sud du pays. Le palmier à huile est certes une plante originaire des zones humides, mais les plantations vont drainer les terrains et la riche biodiversité qui s'y trouve sera détruite.⁹⁸

Au Nigeria, dans l'Etat de Gombe, les gens s'inquiètent des pesticides que les vastes plantations de canne à sucre prévues vont utiliser et des conséquences pour les terres agricoles environnantes.⁹⁹



Désertification : anciennes terres cultivées, Swaziland.

Etude de cas : Menace sur les éléphants d’Ethiopie

La réserve d’éléphants de Babile en Ethiopie abrite une des plus importantes populations d’éléphants de la Corne de l’Afrique. L’éléphant africain est une espèce menacée. On trouve aussi dans cette réserve des lions à crinière noire (emblème de l’Ethiopie), des léopards, des babouins, et des colobes (singes arboricoles) noirs et blancs. L’ensemble du parc est reconnu comme « zone d’intérêt mondial pour les oiseaux ».

On estime à plus de 300 le nombre d’éléphants qui vivent là et y parcourent de vastes étendues. Ces dernières années, la population locale, croissante, a empiété sur le parc, en quête de nouvelles terres agricoles.

Du point de vue du gouvernement éthiopien, l’amélioration de l’approvisionnement en énergie est cruciale pour le développement du pays. Il soutient donc ardemment les agrocarburants, tant comme source de carburant que comme source de revenus à l’exportation. Il a publié une stratégie pour les biocarburants qui affecte 700 000 ha de terres à la culture de la canne à sucre et désigne 23 millions d’ha comme étant propices aux plantations de jatropha et de ricin.¹⁰⁰

En mars 2007, un nouvel « agriculteur » est arrivé dans la réserve de Babile. Le producteur allemand d’agrocarburants, Flora EcoPower, avait reçu l’autorisation d’utiliser 10 000 ha pour planter du ricin. La quasi-totalité de ces terres se trouve à l’intérieur des limites du parc et elles comprenaient des zones fréquentées par les éléphants pour se nourrir. Les responsables de la protection de la nature ignoraient que ces terres avaient été accordées à cette entreprise. Flora EcoPower commença à défricher les terres à l’aide de tracteurs et c’est seulement au bout de trois jours que les autorités de protection de la faune sauvage éthiopienne intervinrent. Après discussions, Flora EcoPower déclara qu’elle ne s’étendrait pas davantage à l’intérieur des limites du parc.¹⁰¹

Une étude d’impact menée après le début des travaux a montré que les plantations de ricin empiétaient sur l’habitat des éléphants. Elle soulignait aussi que les plantations avaient réduit la quantité de pâturages disponibles pour les troupeaux des paysans locaux, faisant courir le risque qu’ils se rabattent sur le parc pour faire paître leurs animaux.

Suite à l’intervention du gouvernement, des terres supplémentaires aussi utilisées par les éléphants ont été accordées à la réserve en compensation.

5.9. Rareté et épuisement des ressources en eau

Certaines plantes utilisées pour produire des agrocarburants, comme la canne à sucre, ont besoin d’être irriguées et ne peuvent pousser que dans les zones comportant des ressources en eau suffisantes. D’autres comme le jatropha, dont on dit qu’il peut pousser en contexte aride, ont quand même besoin d’eau, en particulier durant les premiers stades de leur croissance.

En fait, les agrocarburants ont été décrits comme « un des produits les plus assoiffés de la planète » à cause des quantités d’eau nécessaires pour les fabriquer. Il faut 9 100 litres d’eau pour cultiver les plantes nécessaires à la production d’un litre d’agrodiésel à base de soja. Un litre d’agroéthanol produit à partir de maïs nécessite 4 000 litres d’eau¹⁰², de même qu’un litre d’agroéthanol tiré de la canne à sucre.¹⁰³

« Irriguer les terres détenues par des investisseurs étrangers retire de l’eau à d’autres utilisateurs de la région ou la soustrait aux cycles naturels. De surcroît, l’usage intensif de produits agrochimiques aggrave les problèmes de qualité des eaux de ruissellement et des eaux souterraines. »

IFPRI, avril 2009¹⁰⁴

Dans certaines parties de l’Afrique, les ressources en eau atteignent déjà leurs limites. Les sécheresses à répétition ont rendu un Kenyan sur dix dépendant de l’aide alimentaire.¹⁰⁵ De nombreux bergers ont dû abandonner leurs troupeaux et trouver d’autres moyens de subsistance.¹⁰⁶ Pourtant, le gouvernement kenyan vient de passer un accord avec le Qatar pour cultiver des plantes alimentaires dans la région du delta de la rivière Tana – une zone d’agropastoralisme, où l’on pratique le pâturage communautaire.¹⁰⁷ Par le passé, les tribunaux ont déjà bloqué des projets de plantations de canne à sucre dans cette zone.¹⁰⁸

Le Groupe Intergouvernemental sur l’Evolution du Climat (GIEC) prévoit, comme conséquence des changements climatiques, que de nombreuses régions d’Afrique vont devenir plus sèches et ne pourront plus compter sur des précipitations régulières. La superficie des terres africaines classées comme « sèches » pourrait s’accroître de 90 millions d’ha. Le manque d’eau se fera sentir sur les rendements des cultures et rendra l’élevage impossible dans certains endroits.¹⁰⁹



Plantation de MoçamGalp au Mozambique .

Les répercussions

« Les ressources les plus précieuses de l'Afrique – sa biodiversité, ses terres, ses habitants – sont exploitées pour exporter du carburant vers des pays énérgivores comme l'Union européenne, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. »

Réseau Africain de Biodiversité¹¹⁰

5.10. Des agrocarburants modifiés génétiquement ?

Les industriels des biotechnologies ont profité du besoin pressant d'amélioration des rendements dans des conditions difficiles de culture pour essayer d'introduire des variétés génétiquement modifiées (GM), y compris pour les agrocarburants.

L'Afrique a résisté aux tentatives d'introduction de plantes alimentaires GM – elles ne peuvent être cultivées commercialement que dans 3 pays du continent africain¹¹¹ – mais les compagnies de biotechnologies voient dans les agrocarburants un nouveau marché potentiel et plusieurs d'entre elles injectent de l'argent dans ce secteur de recherche.

Des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie, aux Etats-Unis, s'occupent de souches de jatropha améliorées, y compris du jatropha GM¹¹², et la Fondation Gates fait elle aussi la promotion des biotechnologies comme solutions pour l'agriculture africaine¹¹³. Par ailleurs, Shell est impliqué dans des recherches sur du manioc GM.

L'industrie des biotechnologies est très désireuse d'apparaître comme apportant une partie des solutions en matière de lutte contre les changements climatiques, et elle voit en l'Afrique un immense marché potentiel.

5.11. Une condamnation sans appel ?

Ces multiples inquiétudes sur les conséquences de la production d'agrocarburants ont amené de nombreuses personnes à tirer le signal d'alarme quant à leur développement.

Un rapport du Programme des Nations unies pour l'Environnement a alerté sur les risques que l'extension de la mise en culture de terres représente pour des « écosystèmes naturels de grande valeur ».

Il concluait : « Les ressources mondiales ne permettent tout simplement pas de passer des énergies fossiles à la biomasse en maintenant les modes actuels de consommation ». ¹¹⁴

5.12. Illusions perdues ?

En fait, certains signes suggèrent que la dure réalité du boum des agrocarburants est en train de se retourner contre ses promoteurs. Certaines entreprises qui étaient arrivées avec de grandes promesses se sont retirées depuis.

Skebab, une compagnie suédoise présentée comme un des plus grands producteurs européens d'agrocarburants,¹¹⁵ s'est retirée d'Afrique. La décision a suivi ses opérations en Tanzanie.¹¹⁶ Cette firme avait aussi acquis des terres au Mozambique.

En 2008, ses dirigeants proclamaient : « Nous œuvrons pour aider, d'ici à 20 ans, la Tanzanie et le Mozambique à s'affranchir de leur dépendance au pétrole et à accroître de façon importante leur production d'électricité tout en exportant plusieurs milliards de litres d'éthanol issu des usines que nous avons en projet ». ¹¹⁷ Pourtant, en février 2009, il fut annoncé que l'entreprise vendait ou mettait un terme à ses activités en Afrique pour « s'adapter à la situation actuelle du marché ». ¹¹⁸

D1 Oils, une société très en vue basée au Royaume-Uni, qui a fait la promotion du jatropha en Afrique et en Inde, a été forcée de suspendre ses activités au Swaziland quand le gouvernement ordonna que soit menée une évaluation stratégique de leur impact environnemental.¹¹⁹ D1 Oils avait adopté une démarche inspirée des évangélistes en persuadant la star du rock Bob Geldof de proclamer que cette plante avait le pouvoir de « changer la vie ». ¹²⁰

En outre, la joint-venture de D1 Oils avec le géant pétrolier BP a pris fin quand BP s'est retiré en 2009.¹²¹



Exemple de projet de jatropha au Mozambique. D1 Oils – Maputo.

Des projets de production d'éthanol de maïs en Afrique du Sud battent eux aussi de l'aile, le gouvernement ayant refusé d'accorder les importantes subventions et exonérations d'impôts que demandaient les coopératives et entreprises industrielles d'agrocarburants.

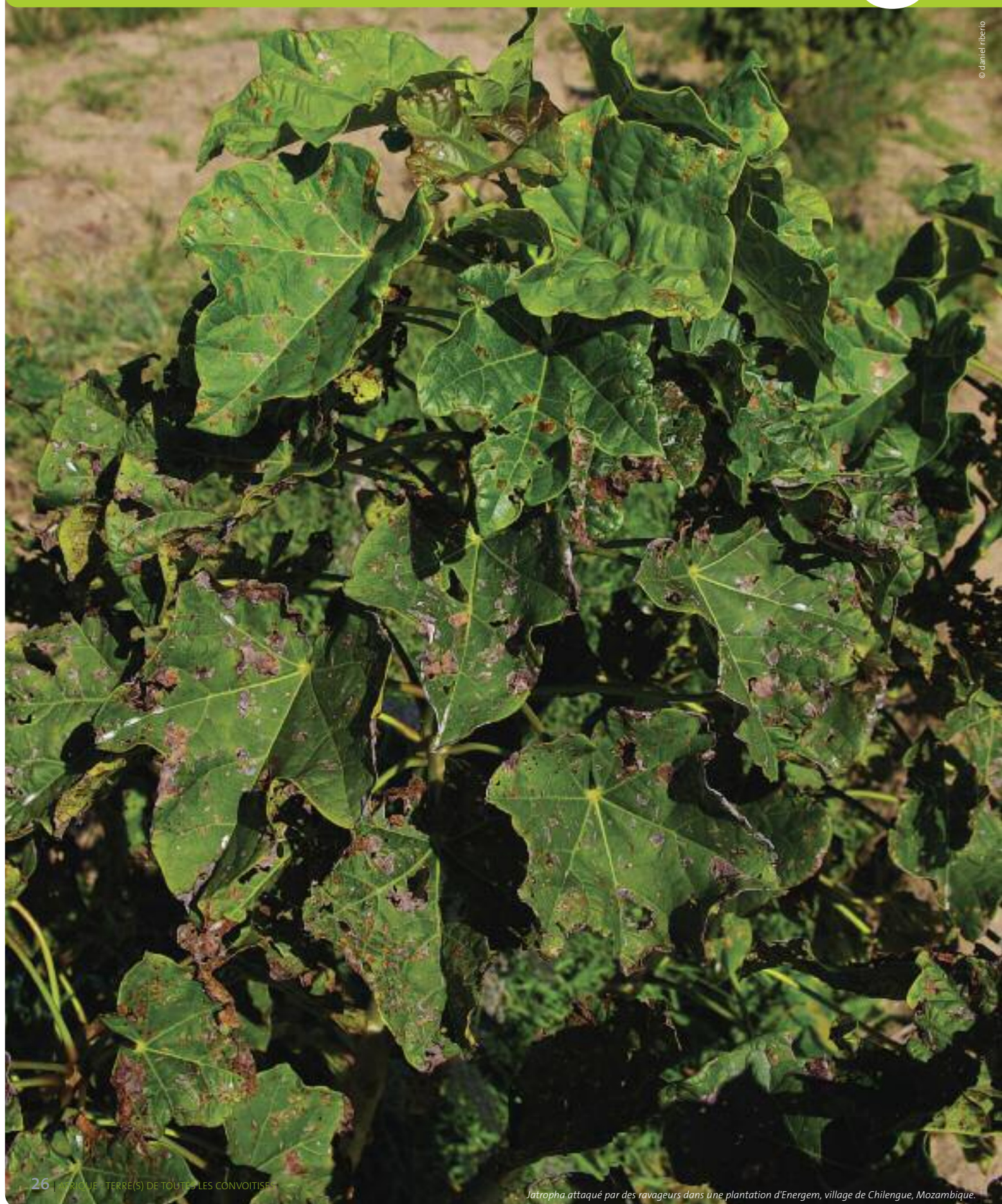
Selon un rapport d'analystes en placements : « Les perspectives d'avenir restent incertaines pour les agrocarburants. S'il existe actuellement de fortes incitations politiques pour le développement d'agrocarburants de première génération, la mise en cause de leur durabilité – économique, sociale et environnementale – menace d'entamer ce soutien, surtout en Europe ». ¹²²

En mars 2009, l'Union africaine a publié un nouveau projet de cadre et de directives concernant la politique foncière en Afrique, qui vise à renforcer les droits à la terre, à améliorer la productivité et à sécuriser les sources de revenus et de subsistance. Y est exposée la manière dont les pays africains peuvent élaborer des politiques pour favoriser une meilleure utilisation des sols, y compris en reconnaissant les droits à la terre des peuples indigènes, les droits des femmes à la terre, et les systèmes locaux ou communautaires. Il y est recommandé une approche plus globale pour les politiques et mesures prises, afin de garantir que les politiques encouragées par les marchés ne marginalisent pas encore davantage les groupes les plus vulnérables. On peut aussi lire qu'« une distribution équitable des terres et une gestion efficace de celles-ci peuvent contribuer à éliminer la pauvreté ». ¹²³

- 50 Seized, The 2008 land grab for food and financial security, GRAIN Briefing, octobre 2008.
- 51 http://www.biofuelwatch.org.uk/docs/lca_assessments.pdf.
- 52 Gibbs, H. et al, Carbon payback times for crop-based biofuel expansion in the tropics: the effects of changing yield and technology, Environ. Res. Lett. 3 (2008) 034001 (p. 10).
- 53 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome (p. 59).
- 54 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome (p. 6).
- 55 http://www.actionaidusa.org/news/related/food_rights/women_lose_farms_to_biofuel_production/.
- 56 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome (p. 43).
- 57 Research by Environmental Rights Action (ERA) / Amis de la Terre Nigeria.
- 58 <http://www.theeastafrican.co.ke/news/-/2558/663988/-/qyclh8z/-/index.html>.
- 59 Agrofuels In Africa – The Impacts On Land, Food And Forests, African Biodiversity Network, juillet 2007. http://www.africanbiodiversity.org/abn_old/documents_SSL_items/ABN_Agrofuels_Africa.pdf.
- 60 <http://www.theeastafrican.co.ke/news/-/2558/667648/-/qy9vngz/-/>.
- 61 Agrofuels and Myth of the Marginal Lands, septembre 2008, http://www.econexus.info/pdf/Agrofuels_&_Marginal-Land-Myth.pdf.
- 62 Rapport SwissAid, 2009.
- 63 www.swissaid.ch/global/PDF/entwicklungspolitik/agrotreibstoffe/Report_Jatropha_JA_and_UNAC.pdf.
- 64 Par exemple, une zone de pâturage communautaire du district de Chokwe au Mozambique fut affectée à un projet de 30 000 ha de canne à sucre et donnée simultanément à des communautés déplacées par un parc naturel, pour les reloger. Rapport SwissAid.
- 65 <http://ghanabusinessnews.com/2009/10/22/biofuel-africa-produces-first-50-barrels-of-biodiesel-from-jatropha-in-ghana/>.
- 66 <http://ghanabusinessnews.com/2009/07/16/biofuel-africa-says-actionaid-is-wrong-about-biofuels-in-ghana/>.
- 67 <http://www.independent.co.uk/environment/nature/wish-you-weren't-here-the-devastating-effects-of-the-new-colonialists-1767725.html>.
- 68 <http://ghanabusinessnews.com/2009/09/08/ghanaian-farmers-say-lands-taken-for-jatropha-cultivation/>.
- 69 http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/Biofuel_Northern_Ghana.pdf.
- 70 http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/Biofuel_Northern_Ghana.pdf.
- 71 <http://www.biofuel.no/index.php?txt=about-us>.
- 72 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 73 Les interviews ont été effectuées dans la région de la Volta au Ghana pour les Amis de la Terre Ghana (2008).
- 74 Mitchell, Donald, Economiste en chef, A Note on Rising Food Prices. Development Prospects Group, Banque Mondiale, Washington, avril 2008.
- 75 <http://www.fao.org/hunger/en/>.
- 76 Crop prospects and food situation, FAO, février 2010, <http://www.fao.org/docrep/012/ak343e/ak343e00.pdf>.
- 77 <http://www.wfp.org/countries/ethiopia>.
- 78 <http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJOE59SOL320091029>.
- 79 <http://www.smartoil.net/fp.html>.
- 80 Von Braun, J. et Meinzen-Dick, R., avril 2009, "Land Grabbing" by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities, IFPRI.
- 81 <http://allafrica.com/stories/200803270146.html>.
- 82 Ustulin, E. J. & Severo, J. R. (2001): Cana-de-Açúcar : Proteger o ambiente e continuar gerando empregos. Accessible sur : www.cna.org.br/Gleba99N/Set01/cana01.htm.
- 83 Gebremeskel, L., et Tesfaye, M., A Preliminary Assessment Of Socioeconomic And Environmental Issues Pertaining To Liquid Biofuel Development In Ethiopia, in Agrofuel Development in Ethiopia: Rhetoric, Reality and Recommendations, Forum for Environment, août 2008.
- 84 http://www.energism.com/energism_biofuels.asp.
- 85 Rapport SwissAid.
- 86 Rapport SwissAid.
- 87 Cotula, L., Vermeulen, S., Leonard, R. et Keeley, J., 2009, Land Grab or Development Opportunity? Agricultural Investment and International Land Deals in Africa, IIED/FAO/IFAD, Londres/Rome.
- 88 <http://www.jatrophaafrica.com/investment.html>.
- 89 Rapport SwissAid.
- 90 <http://www.wfp.org/countries/mozambique>.
- 91 Jatropha Wonder Crop? Experience from Swaziland, Amis de la Terre, mai 2009.
- 92 Rapport SwissAid.
- 93 Plant Research International, octobre 2007, *Claims and facts on jatropha curcas* L, REE Jongshaap et al, Wageningen UR.
- 94 Agrofuels In Africa – The Impacts On Land, Food And Forests, African Biodiversity Network, juillet 2007.
- 95 Von Braun, J. et Meinzen-Dick, R., avril 2009, "Land Grabbing" by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities, IFPRI.
- 96 Centre pour l'Environnement et le Développement /Amis de la Terre Cameroun(CED/AT-C). Voir aussi : <http://www.wrm.org.uy/plantations/material/oilpalm2.html#Cameroun>.
- 97 <http://allafrica.com/stories/200901150719.html>.
- 98 <http://www.africanbiodiversity.org/media/1210585739.pdf>.
- 99 Salihi, Abdullahi. NNPC's ethanol Project And the Fate of Gombe Communities : Daily Independent , mardi 20 mai 2008. Disponible aussi sur : <http://www.punchonweb.com/Article.aspx?theartic=Art200805151433562>.
- 100 Gebremeskel, L., et Tesfaye, M., A Preliminary Assessment Of Socioeconomic And Environmental Issues Pertaining To Liquid Biofuel Development In Ethiopia, in Agrofuel Development in Ethiopia: Rhetoric, Reality and Recommendations, Forum for Environment, août 2008.
- 101 Demeke, Y. et Aklilu, N., Alarm Bell For Biofuel Development In Ethiopia: The Case Of Babille Elephant Sanctuary, in Agrofuel Development in Ethiopia: Rhetoric, Reality and Recommendations, Forum for Environment, août 2008 et <http://www.reuters.com/article/environmentNews/idUSL3163571720070601>.
- 102 Independent, Wish you weren't here, Independent on Sunday, 9 août 2009, <http://www.independent.co.uk/environment/nature/wish-you-weren't-here-the-devastating-effects-of-the-new-colonialists-1767725.htm>, <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gZ2X0kbwm0tP7J18t5K7D13qxWw>.
- 103 http://www.iwrm.cgiar.org/News_Room/pdf/Subir%20Roy%20-%20Where%27s%20the%20water%20to%20grow%20biofuels.pdf.
- 104 Von Braun, J. et Meinzen-Dick, R., avril 2009, "Land Grabbing" by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities, IFPRI.
- 105 <http://www.wfp.org/countries/kenya>.
- 106 <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/13/drought-kenya-nomads>.
- 107 <http://www.thenational.ae/article/20090606/FOREIGN/706059888/1135>.
- 108 <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/7513444.stm>.
- 109 Boko, M., I. Niang, A. Nyong, C. Vogel, A. Githeko, M. Medany, B. Osman-Elasha, R. Tabo et P. Yanda, 2007: Africa. Climate Change, 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden et C.E. Hanson, Eds., Cambridge University Press, Cambridge UK, 433-467.
- 110 Agrofuels In Africa – The Impacts On Land, Food And Forests, African Biodiversity Network, juillet 2007.
- 111 <http://www.zmag.org/znet/viewArticle/22549/> http://www.biosafetyafrica.net/index.html/images/stories/dmdocuments/AU_Biosafety-brief.pdf.
- 112 <http://www.reeis.usda.gov/web/crisprojectpages/213440.html>.
- 113 <http://www.zmag.org/znet/viewArticle/22549>.
- 114 http://www.unep.fr/scp/rpanel/pdf/Assessing_Biofuels_Full_Report.pdf.
- 115 <http://www.reuters.com/article/marketsNews/idUSL310422520090320?sp=true>.
- 116 <http://www.lars.intanzania.org/debates-sekab-worlds-apart/>.
- 117 http://www.sekab.com/Eng2/Information%20pages/Information%20PDF/080312-%20Pressinformation_Ethanol_in_Africa.pdf.
- 118 <http://www.sekab.com/Eng2/Information%20pages/Information%20PDF/090220%20-%20Structural%20reorganisation%20of%20SEKAB.pdf>.
- 119 http://www.foe.co.uk/resource/reports/jatropha_wonder_crop.pdf.
- 120 <http://www.newstatesman.com/society/2007/10/jatropha-india-biofuels>.
- 121 <http://www.d1plc.com/news.php?article=197>.
- 122 <http://www.insightinvestment.com/global/unions/riliterature/821056/Biofuels.pdf>.
- 123 <http://www.gltm.net/en/newspage/african-don-endorse-framework-and-guidelines-on-land-policy-in-africa.html>.

Conclusions

6



© Daniel Ribeiro

Le besoin impérieux d'investissements et de développement économique pousse un certain nombre de pays africains à accueillir à bras ouverts les entreprises d'agrocarburants sur leurs territoires. La majorité de ces entreprises sont européennes et comptent sur la culture de plantes énergétiques pour satisfaire les objectifs que l'Union européenne s'est fixés pour l'utilisation des agrocarburants dans les transports.

La demande en agrocarburants détourne des ressources alimentaires, comme le manioc, l'arachide, le sorgho sucrier et le maïs, de leurs consommateurs habituels vers les carburants.

Les plantes non comestibles comme le jatropha entrent en concurrence directe avec les cultures vivrières pour les terres fertiles. Non seulement l'approvisionnement en nourriture des populations pauvres est menacé, mais les prix alimentaires sont poussés à la hausse. Les paysans qui passent à la culture d'agrocarburants courent le risque de ne plus pouvoir nourrir leur famille.

Même si les compagnies étrangères insistent en paroles sur le besoin de « développement durable », la production d'agrocarburants et la demande en terres entraînent en pratique la perte de pâturages et de forêts, la destruction d'écosystèmes naturels et un accroissement des émissions de gaz à effet de serre. En Ethiopie, l'espèce menacée qu'est l'éléphant d'Afrique se trouve encore plus fragilisée par l'accaparement de terres pour les agrocarburants.

De surcroît, la production d'agrocarburants engloutit l'eau de régions du continent où la sécheresse constitue déjà un problème.

Certains responsables politiques ont beau promettre que les agrocarburants fourniront à leur pays une source d'énergie produite localement, la réalité est tout autre. La majorité des compagnies étrangères développent les agrocarburants pour les vendre sur le marché international.

Les économies africaines ont déjà vu leurs énergies fossiles et d'autres ressources exploitées pour le seul bénéfice d'autres pays. Le risque est grand que les agrocarburants soient eux aussi exportés dans d'autres parties du monde, en ne laissant que des miettes pour les communautés locales et les économies nationales. Il ne resterait alors aux pays africains que des sols épuisés, des rivières asséchées et des forêts détruites.



Plantation de palmiers à huile de BIDCO dans les îles du district de Kalangala, Lac Victoria, Ouganda.



Fruits du palmier à huile.

Annexe

Exemples d'accaparement de terres en Afrique pour les agrocarburants

Il est important de noter, que du fait du nombre limité d'informations officielles disponibles publiquement, cette liste n'est pas exhaustive, mais donne une idée de l'ampleur du phénomène d'accaparement des terres qui est en train d'avoir lieu. De plus, la situation change rapidement, avec des compagnies qui font faillite ou sont rachetées et de nouvelles qui se lancent. Ce n'est qu'un instantané pour montrer l'envergure de ce phénomène de l'accaparement des terres.

D'autres pays comme le Kenya, l'Ouganda, la Zambie et le Soudan ne sont pas nommés spécifiquement, mais on sait qu'ils sont aussi la proie de promoteurs avides de terres.

Angola

Le gouvernement a annoncé des projets destinant 500 000 ha à la culture d'agrocarburants.¹ Cela vient s'ajouter aux expansions massives des monocultures de bananes et de riz, menées par Chiquita, Lonrho et la Chine.

En 2009, Biocom a commencé à planter un site de 30 000 ha avec de la canne à sucre. Biocom joue le rôle de partenaire entre le Brésilien Odebrecht et les Angolais Damer et Sonangol – la compagnie pétrolière de l'Etat angolais. Ce serait le premier projet d'agrocarburants à démarrer en Angola où le gouvernement essaye de faire revivre l'agriculture après des années de guerre civile. La firme portugaise Quifel Natural Resources projette aussi de cultiver du tournesol, du soja et du jatropha dans la province méridionale de Cunene. La compagnie prévoit de récolter localement mais d'exporter la récolte en Europe pour la transformation.²

D'après ce qu'il se dit, la compagnie portugaise Gleinol, qui aurait commencé la production d'agrodiesel sur 700 ha, serait passée à 13 000 en 2009.³

Sonangol, la compagnie pétrolière de l'Etat angolais, et le consortium pétrolier italien ENI, projettent d'agrandir les plantations existantes de palmiers à huile pour produire des agrocarburants, dans la province angolaise de Kwanza Niorte.⁴

Cameroun

L'ancienne compagnie d'Etat, la SOCAPALM, est aujourd'hui partiellement dans les mains du groupe français Bolloré. Elle a annoncé son intention d'accroître la production d'huile de palme. La SOCAPALM a des plantations dans les régions Centre, Sud et Littoral du Cameroun et a signé un bail de 60 ans sur 58 000 ha de terres en 2000.⁵ Bolloré est directement propriétaire des 8 800 ha de la plantation de Sacafam.⁶

Congo

On assiste en République Démocratique du Congo au développement de certains des plus gros projets d'agrocarburants. En juillet 2009, l'entreprise chinoise ZTE Agribusiness Company Ltd a annoncé son projet d'installer dans le pays une plantation de palmiers à huile d'un million d'ha afin de produire des agrocarburants. ZTE avait annoncé précédemment, en 2007, qu'elle investirait 1 milliard de dollars (E-U) dans une plantation de 3 millions d'ha.⁷ La multinationale italienne de l'énergie ENI a aussi annoncé dans le cadre de son projet « Nourriture et Biodiesel » une très importante plantation de palmiers à huile de 70 000 ha.⁸

Ethiopie

L'Ethiopie a délimité près de 1,6 millions d'ha de terres pour les investisseurs désireux de développer des exploitations agricoles commerciales, et on rapporte qu'en juillet 2009, 8 420 investisseurs locaux et étrangers avaient reçu des autorisations pour des exploitations agricoles commerciales.⁹ Le gouvernement a fait cadeau de 300 000 ha pour des cultures énergétiques, mais des négociations sont en cours pour augmenter massivement ce chiffre. 1 390 000 ha ainsi que les bassins des rivières ont été reconnus comme des zones favorables pour les plantations de canne à sucre et environs 23 millions d'ha ont aussi été reconnus comme adaptés pour le jatropha.¹⁰

Table 1. Exemples de terres qui d'après certaines sources seraient concédées pour des investissements dans les agrocarburants en Ethiopie

Compagnie	Pays	Terres acquises ha	Types de cultures	Sources
National Biodiesel Corporation	Ethiopie (Possédée à 80 % par Sun Biofuels R-U)	80 000 ha	Jatropha	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
Sun Biofuels	R-U	5 000 dont juste 1 000 plantés	Jatropha	http://www.sunbiofuels.com/projects.html?projectId=4
Amabasel Jatropha project	Ethiopie	20 000	Jatropha	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
Jatropha Biofuels Agro Industry	Ethiopie	100 000	Jatropha	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
IDC Investment	Danemark/Ethiopie	15 000	Jatropha	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
Jemal Ibrahim	Ethiopie	7,8	Ricin	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
BDFC	Brésil	18 000 en cours d'acquisition, 13 000 ¹¹ et 30 000 avec des petits paysans sous contrat	Canne à sucre / Betterave sucrière	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
Flora EcoPower	Allemagne/ Luxembourg	56 000 ha, concessions pour 200 000 ha de plus	Ricin / Jatropha	Site internet de Flora EcoPower : http://www.floraecopower.com/products.html
Petro Palm Corporation	Autriche / Etats-Unis	50 000	Ricin / Jatropha	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
VATIC International Business	Inde / Ethiopie	20 000	Non connu	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008
Global Energy	Israël	2 700 et 7 500 avec petits paysans sous contrat	Ricin	Evaluation rapide de l'état de développement des agrocarburants en Ethiopie, MELCA Mahiber, septembre 2008

Annexe

Ghana

Du fait d'une situation politique stable et d'un climat adapté, le Ghana est apparemment un des hauts lieux d'acquisition de terres pour la culture du jatropha.

Table 2. Exemples de terres qui d'après certaines sources seraient concédées pour des investissements dans les agrocarburants au Ghana

Compagnie	Pays	Terres acquises ha	Types de cultures	Sources
Agroils	Italie	Actuellement 10 000 ha cultivés. Droits obtenus sur 105 000 ha	Jatropha	Site d'Agroils : http://www.smartoil.net/fp.html
Galten Global Alternative Energy	Israël	100 000 ha loués, 1 000 ha plantés	Jatropha	Site de Galten : http://www.galtengroup.com/company.html
Gold Star Farms	Ghana	14 000 ha environs	Jatropha	Site de Goldstar Farms : http://goldstarfarms.com/ghana_farms.html
Jatropha Africa	R-U /Ghana	Droits pour la culture de 120 000 ha	Jatropha	www.worldbioenergy.org/pdf/WBM_no2_2008_small.pdf (A noter que la maison mère, Lion Bridge Ventures, a demandé la liquidation en juin 2009)
Biofuel Africa	Norvège	Autorisation environnementale pour plus de 27 000 ha, actuellement 660 ha en production commerciale	Jatropha et autres cultures	Déclaration de presse de Biofuel Africa, les 14 octobre 2009 et 28 février 2008 : www.biofuels.no
ScanFuel	Norvège	400 000 ha dont 60 % pour agrocarburants	Jatropha	Agence de presse Reuters, 21 novembre 2008 http://in.reuters.com/article/oilRpt/idINLK55111220081121 Ghana Business News, 23 février 2010 http://www.ghanabusinessnews.com/2010/02/23/scanfuel%E2%80%99s-ghana-jatropha-plantation-wipes-out-settlements-farms/
Kimminic Corporation	Canada	13 000 ha	Jatropha	Site de Kimminic : http://www.kimminic.com/index.htm

Kenya

La compagnie japonaise Biwako Bio-Laboratory annonçait en 2007 son projet d'installer 30 000 ha de jatropha curcas avec comme objectif de s'agrandir jusqu'à 100 000 ha en 10 ans.¹²

La compagnie belge HG Consulting a pris la direction du financement du projet Ngima pour utiliser la canne à sucre de petits paysans sous contrat, représentant 42 000 ha.¹³

La compagnie canadienne Bedford Biofuels a obtenu 160 000 ha pour du jatropha et des assurances pour 200 000 ha supplémentaires.¹⁴

Madagascar

A Madagascar, la compagnie britannique GEM BioFuels a obtenu la garantie pour 490 000 ha de terres¹⁵ – environ 20 % des terres arables du pays – pour produire du jatropha, dont 55 700 ont déjà été plantés (janvier 2010).¹⁶

Mozambique

Il a été estimé que, d'ici à la fin 2007, les investisseurs en agrocarburants avaient demandé des droits sur près de 5 millions d'ha de terres arables et certaines sources non vérifiées annoncent

que le gouvernement avait reçu, uniquement pour l'année 2007, plus de 3 000 propositions en lien avec les agrocarburants.¹⁷

Il y a actuellement 183 000 ha de terres arables qui sont alloués pour la production de jatropha.

Table 3. Exemples de terres qui d'après certaines sources seraient concédées pour des investissements dans les agrocarburants au Mozambique

Compagnie	Pays	Terres acquises ha	Types de cultures	Sources
D1 Oils	R-U	5 348 ha	Jatropha	Données du CEPAGRI (Centro de Promoção Agrícola), Ministère de l'Agriculture
Energem Resources	Canada	Droits sur 60 000 ha, en discussion sur 60 000 dans d'autres provinces ; 2 000 ha de plantés	Jatropha	Interview réalisée durant l'étude « Jatropha : un piège socio-économique pour le Mozambique ». Site de la compagnie : http://www.energem.com/energem_biofuels.asp
SGC Energia	Portugal	20 000 ha	Jatropha	Données du CEPAGRI (Centro de Promoção Agrícola), Ministère de l'Agriculture
Elaion Ag	Allemagne	1 000 ha	Jatropha	Page internet d'Elaion : www.elaion-ag.de
Galp Energia	Portugal	5 000 ha	Jatropha	Interview réalisée durant l'étude « Jatropha : un piège socio-économique pour le Mozambique »
Sun Biofuels	R-U	6 000 ha devant passer à 15 000	Jatropha	Site de la compagnie : http://www.sunbiofuels.com/pr/projects.html?projectId=2&page=0
Aviam	Italie	10 000 ha	Jatropha	Source publique : Jornal Notícias http://www.jornalnoticias.co.mz/pls/notimz2/getxml/pt/contentx/725250companywebsite: http://www.aviam.it/eng/progetto.html
Viridesco	R-U	10 000 ha	Jatropha	Page internet de Viridesco : www.viridesco.com



Sun Biofuels – Manica, Mozambique.

Annexe

Nigeria

Les acquisitions de terres sont essentiellement menées par la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) avec une expertise et des capitaux étrangers.

Table 4. Exemples de terres qui d'après certaines sources seraient concédées pour des investissements dans les agrocarburants au Nigeria

Compagnie	Pays	Terres acquises ha	Types de cultures	Sources
NNPC	Nigeria	200 km ²	Canne à sucre	Information locale
NNPC	Nigeria	20 000 ha	Canne à sucre	http://www.tribune.com.ng/18072008/tue/eog.html . Gombe Alternative source of energy Biofuel blazes the trial - Fadare, Sola. 15 juillet 2008
NNPC	Nigeria	20 000 ha	Canne à sucre et manioc	Daily Trust (18 juillet 2006) Can Nigeria Develop Ethanol As alternative Fuel? – News Analysis. Abuja
Kwara Casplex Limited	Nigeria	15 000 ha	Manioc	http://www.tradeinvestnigeria.com/news/621995.htm . Case Study: Innovative agriculture project set to take off in Kwara - Maritz, Jaco, 18 juin 2008
NNPC	Nigeria	30 000 ha	Manioc	Inyang, Bassey, Cross River and NNPC Partner On Biofuel Plants, Daily Independent, (6 février 2008)
Global Biofuels Limited	Nigeria	11 000 ha	Sorgho sucrier	Jakpor, Francis Biofuel Company unveils renewable source of energy, Lagos, BusinessDay, 13 juillet 2008 http://www.businessdayonline.com/energy/12883.html
NNPC	Nigeria	10 000 ha	Manioc	http://www.guardiannewsngr.com/news/article19/010606
Global Biofuels Limited	Nigeria	30 000 ha	Exploitation de sorgho sucrier	http://www.globalbiofuelsltd.com/news/chairmanspeech.html

Sierra Leone

Table 5. Exemples de terres qui d'après certaines sources seraient concédées pour des investissements dans les agrocarburants au Sierra Leone

Compagnie	Pays	Terres acquises ha	Types de cultures	Sources
Nom inconnu	Chine	5 000 ha	Canne à sucre	Information locale, recueillie par les Amis de la Terre (AT) Sierra Leone
Nom inconnu	Chine	2 000 ha	Maïs	Information locale, recueillie par les AT-Sierra Leone
Nom inconnu	Chine	1 500 ha	Patate douce et manioc	Information locale, recueillie par les AT-Sierra Leone
Nom inconnu	Chine	2 000 ha	Manioc et jatropha	Information locale, recueillie par les AT-Sierra Leone
Addax Bioenergy	Suisse	26 000 ha	Canne à sucre	Turay, Andrew. 12 juin 2008. Le potentiel de l'Afrique en biomasse et production de biocarburants en regard des critères de durabilité de l'UE. Atelier : production durable de biocarburants dans les pays tropicaux et subtropicaux, p. 17 : http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies.do?language=EN

Tanzanie

Environ 40 compagnies étrangères - dont les compagnies britanniques Sun Biofuels (qui a obtenu 8 000 ha de terres « dégradées » pour y faire pousser du jatropha¹⁸, et D1 Oils - ont investi dans des projets d'agrocarburants en Tanzanie et ce dans un contexte d'autant plus favorable que des agences internationales de développement, comme l'Initiative Energie de l'UE, la Banque Mondiale, le Programme d'aide des Etats-Unis (USAID) et le Ministère britannique du Développement (DFID) soutiennent ces projets.

Des plantations de canne à sucre sont projetées dans le bassin de la rivière Wami, dans les districts de Ruipa et Kilosa, ainsi que dans les plaines d'Usangu. Un projet de palmiers à huile, impliquant des petits paysans sous contrat, a été proposé pour la région de Kigoma et D1 Oils a des projets similaires pour du jatropha et du tournesol.¹⁹

Suite aux protestations locales et internationales, le gouvernement Tanzanien aurait suspendu les investissements dans les projets d'agrocarburants, jusqu'à ce que des procédures et des politiques claires soient mises en place.²⁰ On attend toujours des preuves solides montrant que c'est bien le cas.

- 1 Mota Liz, vice-ministre angolais de l'Urbanisation et de l'Environnement s'adressant à la 16e session de la Commission des Nations unies sur le Développement Durable. <http://www.iisd.ca/download/pdf/enb05264e.pdf>
- 2 AFP, <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gZ2X0kbwm0tcP7J18t5K7D13qxWw>
- 3 <http://www.macauhub.com.mo/en/news.php?ID=6672>
- 4 http://www.ipim.gov.mo/group_detail.php?tid=12976&type_id=20
- 5 <http://allafrica.com/stories/200901150719.html>
- 6 <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTAJA2547p081-084.xml0/france-interview-vincent-bollorebollore-contre-attaque.html>
- 7 http://news.mongabay.com/2009/0710-drc_china_palm_oil.html
- 8 <http://in.reuters.com/article/domesticNews/idINLT58431220090729>
- 9 L'Ethiopie a réservé des terres pour des investisseurs étrangers, Reuters, 29 juillet 2009, <http://www.eni.it/attachments/media/press-release/2008/05/congo-19may-08-eng/ProgettoFoodPlusBiodieselENG.pdf>
- 10 Rezene Fessehaie, coordinateur national, Institut Ethiopien de Recherches Agricoles, IUCN Atelier régional sur les biocarburants ; production et espèces invasives 20-22 avril 2009, Nairobi Kenya. <http://www.addisfortune.com/Hiber%20Sugar%20Joins%20Forces%20for%20Convenience%20Sake.htm>
- 11 <http://www.allafrica.com/stories/200711190217.html>
- 12 <http://www.hgconsulting.eu/Ngima-Project-at-Homa-Bay.html>
- 13 <http://www.bedfordbiofuels.com/company/plantations/>
- 14 <http://www.gembiofuels.com/>
- 15 http://www.gembiofuels.com/images/stories/docs/Operational_Update_0110.pdf
- 16 WELZ, A. (2009). Ethanol's African Land Grab. Disponible sur : <http://www.motherjones.com/environment/2009/03/ethanols-african-landgrab#com>
- 18 <http://www.sunbiofuels.com/projects.html?projectId=1&page=1>
- 19 http://www.africanbiodiversity.org/abn_old/documents_SSL_items/ABN_Agrofuels_Africa.pdf
- 20 <http://www.theeastafrican.co.ke/news/-/2558/667648/-/qy9vngz/-/>



Plantation appartenant à D1 Oils au Swaziland.



Les membres des Amis de la Terre Afrique sont :

Afrique du Sud Les Amis de la Terre Afrique du Sud
Cameroon Centre pour l'Environnement et le Development Cameroun
Ghana Les Amis de la Terre Ghana
Liberia Sustainable Development Institute/ Les Amis de la Terre Liberia
Mali Guamina / Les Amis de la Terre Mali
Malawi Citizens for Justice / Les Amis de la Terre Malawi
Maurice Maudesco / Les Amis de la Terre Maurice
Mozambique Justica Ambiental (JA) / Les Amis de la Terre Mozambique
Nigeria Environmental Rights Action / Les Amis de la Terre Nigeria
Ouganda National Association of Professional Environmentalists (NAPE) / Les Amis de la Terre Ouganda
Sierra Leone Les Amis de la Terre Sierra Leone
Swaziland Yonge Nawe Environmental Action Group / Les Amis de la Terre Swaziland
Tanzanie Lawyers' Environmental Action Team (LEAT) / Les Amis de la Terre Tanzanie
Togo Les Amis de la Terre / Les Amis de la Terre Togo
Tunisie ATPNE / Les Amis de la Terre Tunisie

Les membres des Amis de la Terre Europe sont :

Autriche Global 2000
Belgique Les Amis de la Terre
Belgique (Flandres) Voor Moeder Aarde
Bulgarie Ecoglasnost
Croatie Zelena Akcija
Chypre Friends of the Earth
République Tchèque Hnutí Duha
Danemark NOAH
Angleterre, Pays de Galles, Irlande du Nord Friends of the Earth
Estonie Eesti Roheline Liikumine
Finlande Maan Ystävät Ry
France Les Amis de la Terre
Géorgie Sakhartvelos Mtsvaneta Modzraoba
Allemagne Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND)
Hongrie Magyar Természetvédők Szövetsége
Irlande Friends of the Earth
Italie Amici della Terra
Lettonie Latvian - Vides Aizsardzibas Klubs
Lituanie Lietuvos Zaliuju Judėjimas
Luxembourg Mouvement Ecologique
Macédoine Dvizhenje na Ekologistite na Makedonija
Malte Moviment għall-Ambjent
Pays-Bas Vereniging Milieudefensie
Norvège Norges Naturvernforbund
Pologne Polski Klub Ekologiczny
Ecosse Friends of the Earth Scotland
Slovaquie Priatel'ia Zeme - Slovensko
Espagne Amigos de la Tierra
Suède Miljöförbundet Jordens Vänner
Suisse Pro Natura
Ukraine Zelenyi Svit



**Friends of
the Earth
Africa**



**Friends of
the Earth
Europe**



pour les humains | pour la planète | pour l'avenir

Les Amis de la Terre Europe/Friends of the Earth Europe

Bât. Mundo-B, Rue d'Edimbourg 26,
1050 Bruxelles, Belgique
tél : +32 2 893 1000 fax : +32 2 893 1035
e : info@foeeurope.org www.foeeurope.org